PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

Consolider la paix et le développement durable

Rapport 2016-2017 – PNUD Madagascar

Au service des peuples et des nations

Consolider la paix et le développement durable

Rapport 2016-2017 – PNUD Madagascar

Table des matières

Avant-propos : Consolider la paix et le développement durable **05**

Madagascar en bref **07**

Introduction **08**

01 SITUATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE **12**

02 APPUI-CONSEIL STRATÉGIQUE À LA PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT **16**

03 GOUVERNANCE, TRANSPARENCE ET REDEVABILITÉ **20**

04 CROISSANCE INCLUSIVE ET RÉDUCTION DES INÉGALITÉS **36**

05 DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE ET RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS **49**

06 LE PROGRAMME DE VOLONTARIAT DES NATIONS UNIES **62**

Intégrer les domaines transversaux **65**

Perspectives **71**

Ressources **75**

Liste des sigles et abréviations **78**

AVANT-PROPOS

CONSOLIDER LA PAIX ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Violette KAKYOMYA
Représentant Résident du PNUD

2016 et 2017 ont été les deux premières années de mise en œuvre de l'Agenda 2030 et des Objectifs de Développement Durable (ODD), tous deux pris en main par le gouvernement de Madagascar afin de préserver la paix et ne laisser personne de côté. Elles coïncident avec le retour graduel de la stabilité politique et, dans la même mesure, de la communauté internationale pour soutenir Madagascar qui en fin 2013 sortait de cinq années de crise politique. Ces années ont laissé le pays exsangue, affaibli les institutions de la République, et entraîné le retrait des bailleurs internationaux. Cette île de l'Océan Indien fournit de nombreux efforts, souvent contre vents et marées, pour remonter la pente. Il est utile de les mentionner.

L'adoption d'un Plan National de Développement en 2015 a permis au pays de se doter d'axes stratégiques de développement qui servent de cadre de référence à toutes les actions gouvernementales, et aux interventions des partenaires internationaux.

Madagascar a aussi franchi des étapes décisives dans la mise en œuvre de l'agenda 2030, grâce notamment à l'appui du PNUD dans la priorisation en 2017 des ODD, en cohérence avec les priorités nationales de développement.

La reprise économique graduelle a pu se poursuivre avec un taux de croissance de l'ordre de 4,10% en 2017, contre 4% en 2016 ; et cela en dépit de la sécheresse, du cyclone dévastateur Enawo en mars 2017 et de l'épidémie de peste bubonique et pulmonaire urbaine qui a frappé le pays durant le second semestre 2017.

Le retour du pays dans le concert des nations a été illustré par l'organisation réussie de deux sommets : le Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA) en octobre 2016, le XVIe Sommet de la Francophonie en novembre 2016. De plus, le 1er et 2 décembre 2016 Madagascar a organisé, avec le concours du PNUD et de ses partenaires, la Conférence des Bailleurs et des Investisseurs (CBI) à Paris. Cette conférence a permis de mobiliser des promesses d'engagement financier à hauteur de USD 6,4 milliards auprès des bailleurs multilatéraux et bilatéraux, ainsi que des annonces d'investissements privés supplémentaires de près de USD 3,5 milliards. Des initiatives transnationales ont également pu être maintenues en 2017.

Parallèlement, Madagascar a certes fourni des efforts en matière de bonne gouvernance, mais les défis liés à la corruption restent importants. Le score du pays par rapport à l'Indice de Perception de Corruption (IPC) de Transparency International a régressé par rapport à l'année dernière, allant de 28 sur 100 en 2015 à 26 sur 100 en 2016. Ce score, qui ne s'est pas amélioré depuis 2013, est largement en-dessous de la moyenne mondiale mais aussi de la moyenne de l'Océan Indien et de l'Afrique subsaharienne. Raison pour laquelle le PNUD a développé une approche transversale et multi-acteurs qui va de l'appui au cadre légal régissant la lutte contre la corruption, au renforcement des institutions en charge de cette lutte, jusqu'à la protection des lanceurs d'alerte et l'implication de la société civile, entre autres.

Au cours de ces deux dernières années, et afin de maintenir les acquis et affronter les défis du pays, le PNUD Madagascar a fourni un appui stratégique et opérationnel au gouvernement et aux institutions afin de consolider la paix et relancer le moteur de la croissance inclusive. Une priorité, lorsque les indicateurs socioéconomiques du pays demeurent préoccupants, avec un taux de pauvreté estimé à près de 72% et un Indice de Développement Humain (IDH) de 0.512, couplés à la tenue imminente des élections présidentielles en 2018.

Politiquement fragile, la capacité du pays à tenir des élections apaisées, inclusives, transparentes et crédibles, sera déterminante dans le maintien de la cohésion sociale et des acquis du développement. Les activités pré-électorales ont été soutenues par divers acteurs internationaux présents à Madagascar, alors que le PNUD a particulièrement favorisé le renforcement des capacités de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) et la création de cadres de dialogues et de participation inclusifs avec toutes les parties prenantes au cycle électoral. Une attention particulière a été portée à l'inscription des femmes et des jeunes sur la liste électorale, et au lancement, en juillet 2017, du projet de Soutien au Cycle Électoral de Madagascar (SACEM) grâce à la contribution de différents partenaires internationaux.

De plus, Madagascar reste un pays exposé aux aléas et risques naturels considérables. Les conséquences du phénomène climatique El Nino, qui a également affecté toute la sous-région de l'Afrique australe, ont plongé le Grand Sud du pays dans une grave sècheresse. En 2015 et 2016, environ 850 000 personnes ont été classées en situation d'urgence et de crise. Il est plus que primordial de s'attaquer aux causes structurelles de vulnérabilité ainsi qu'aux aléas récurrents afin d'assurer le renforcement de la résilience et une transition vers le développement, surtout dans la région Androy qui est la plus touchée par des crises récurrentes.

L'histoire a révélé qu'aucune action de développement ne peut être pérenne et profiter au peuple de Madagascar si un climat de paix, de dialogue et de confiance n'est pas instauré. Il s'agit là de la condition sine qua non pour que le chemin du développement entamé par Madagascar ne soit pas interrompu.

Nous vous invitons à lire ce rapport 2016-2017 intitulé Consolider la paix et le développement durable, qui compile et met en évidence les résultats de notre engagement avec le gouvernement, les communautés, et les partenaires au développement afin d'assurer un développement humain durable et une croissance économique inclusive.

Violette KAKYOMYA
Représentant Résident du PNUD

MADAGASCAR EN BREF

+ 24 millions d'habitants

78% Population rurale

22% Population urbaine

53,8% moins de 20 ans

Croissance démographique annuelle **2,8%**

Croissance économique (prévision 2018) **5,1%**

401,3 USD

PIB / habitant (Banque Mondiale, 2016)

676 Entreprises créées en moyenne par région chaque année

22 régions

119 districts

1693 communes

18 251 fokontany

590 000 km²

3 enfants sur 10, parmi les 6 à 10 ans, ne fréquentent pas l'école primaire.

69% taux d'achèvement de l'école primaire tous sexes confondus.

Taux d'extrême pauvreté **77%**

Classement IDH (2016) **158ème** rang sur 187 pays

1 enfant sur **2** (de moins de 5 ans) souffre de malnutrition chronique

10 femmes (dont 3 de moins de 19ans) meurent chaque jour en donnant naissance

5% de la biodiversité mondiale

15 types d'écosystèmes terrestres

26 types d'écosystèmes marins

52 % de la population

Accès à des sources d'eau potable améliorées

12 % de la population

Accès à des installations d'assainissement améliorées

Accès à l'électricité **16,8 %** de la population

INTRODUCTION

Les élections de 2013, appuyées par le PNUD et des bailleurs clés, ont été suivies en 2015 par la restauration de la plupart des institutions nationales. Un cycle qui a contribué à une stabilité institutionnelle et démocratique, permettant ainsi un retour perçant du pays dans le concert des nations et la relance du processus de développement en 2016 et 2017.

En 2017, Madagascar a poursuivi la dynamique de son retour sur la scène internationale en organisant la Conférence des Investisseurs pour Madagascar en Afrique du Sud en juin 2017, la Conférence de Rome en octobre 2017, et le Forum des Affaires au Japon en décembre 2017. L'objectif étant d'attirer des investisseurs après que des réformes aient été menées dans le pays pour améliorer le climat des affaires.

Dans la même mesure, la consolidation du cadre macroéconomique et la poursuite des réformes du cadre budgétaire et de la politique monétaire ont été couronnées par un décaissement de USD 174,1 millions du Fonds Monétaire International au titre de la Facilité Élargie de Crédit (FEC). Tous ces acquis doivent être maintenus afin de soutenir la croissance économique du pays et rehausser le financement du développement grâce à des partenariats stratégiques.

Cependant, si sur l'indice Mo Ibrahim sur la gouvernance en Afrique le pays a enregistré une nette amélioration dans sa performance globale en la matière (avec un score passant de 48,2/100 en 2015 à 49,3/100 en 2016), le score de Madagascar en matière de lutte contre la corruption démontre que ce fléau fait partie des défis majeurs que le pays doit relever.

L'avènement des nouveaux défis liés au développement et leur intégration dans le Plan National de Développement (PND) de Madagascar ont marqué une étape importante dans les politiques nationales, et une nouvelle ère en matière de lutte contre la pauvreté et les inégalités.

A ce titre, le Plan d'action du Programme Pays du PNUD est non seulement élaboré avec le gouvernement de Madagascar, mais provient également du Plan-cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (UNDAF) 2015-2019 tout en étant aligné au PND. Les interventions du PNUD pour la période ont été ainsi priorisées sur :

La prise de décision concernant tous les programmes soutenus par le PNUD est guidée par un processus de consultation avec les différents acteurs du Gouvernement et des parties prenantes de chaque domaine. Comme l'indique le Plan d'action du programme pays entre le Gouvernement de Madagascar et le PNUD, le programme est exécuté au niveau national sous le leadership général de l'Agence de coordination gouvernementale qui est le Ministère de l'Économie et du Plan.

Les programmes mis en œuvre au niveau national sont dirigés par des Directeurs Nationaux de projet, qui sont des fonctionnaires du gouvernement au sein du Ministère concerné, appuyés par les Coordonnateurs de projet. Tous les programmes ont été régulièrement suivis par leurs comités de projet respectifs composés des parties prenantes à la mise en œuvre.

Les ministères sectoriels clés ont joué un rôle important dans la coordination et la mise en œuvre des interventions à travers des projets et programmes.

Les actions ont été définies et réalisées tout en assurant la synergie avec les Agences du Système des Nations Unies et les ONG partenaires. Le travail avec la société civile a permis de mieux adresser la réduction de la pauvreté, renforcer les actions de préservation de l'environnement et promouvoir la bonne gouvernance aux différents niveaux. Le partenariat avec le secteur privé a soutenu le développement socio-économique et l'amélioration des conditions de vie des communautés et des groupes-cibles. Les partenaires financiers ont alloué des ressources pour la mise en œuvre des interventions.

Ce positionnement constitue la valeur ajoutée des programmes du PNUD en permettant une réponse inclusive aux priorités du pays, et un accompagnement efficient du Gouvernement dans la réalisation de sa vision de développement.

Les partenaires du PNUD entre 2016 et 2017

- Les Institutions, Ministères et Programmes gouvernementaux
- Les Institutions Financières Internationales, les Organisations bilatérales et multilatérales
- Le Secteur Privé
- Les Organisations de la Société Civile nationales et internationales

Travaux de groupe lors de la deuxième consultation nationale pour prioriser et intégrer les ODD dans les stratégies et politiques de développement - Juin 2016.

PNUD : Partenaire traditionnel de Madagascar dans la mise en oeuvre des ODD

Approche intégrée

Zone d'intervention du PNUD (2016 -2017)

Programme Croissance inclusive et lutte contre la pauvreté

1. Planification du Développement, Secteur Privé et Emploi (PDSPE)
2. Projet pour la responsabilisation et autonomisation des femmes
3. Projet d'appui à l'amélioration des capacités de résilience et du revenu des ménages vulnérables (Rojovola/CRS)
4. Renforcement des moyens de subsistances durables dans la region de Menabe (par ONG Louvain)

Programme Gouvernance

5. Programme d'Appui à la Décentralisation et à la Résilience Communautaire (PADRC)
6. Renforcement de l'Etat de Droit (RED)
7. Programme d'appui à la réconciliation nationale et la consolidation de la paix (PAPRECOP)
8. Projet d'appui à la Réconciliation nationale et à la Réforme du Secteur de la Sécurité (PARRSS)

Programme Environnement

9. Amélioration des Capacités d'Adaptation et de Résilience face au Changement climatique (PACARC)
10. Approche paysage pour la conservation et la gestion de la biodiversité menacée de Madagascar
11. Projet de réduction des émissions non intentionnelles de Polluants Organiques Persistants et de mercure dans le secteur de la santé en Afrique (UPOPS)
12. Réseau des Aires Protégées de Ressources Naturelles Gérées (MRPA)

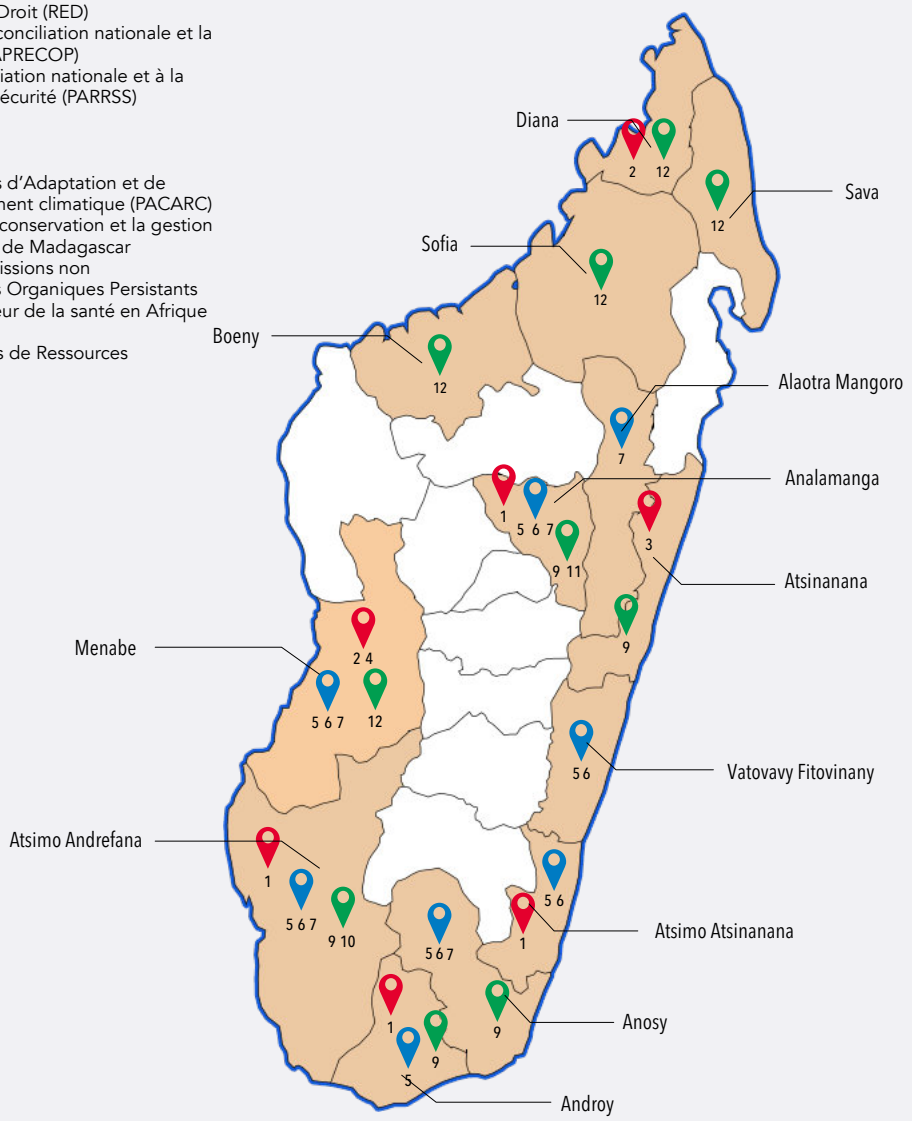
Projets à couverture nationale

Gestion du Budget et Croissance inclusive (GBCI)

Soutien au Cycle Electoral à Madagascar (SACEM)

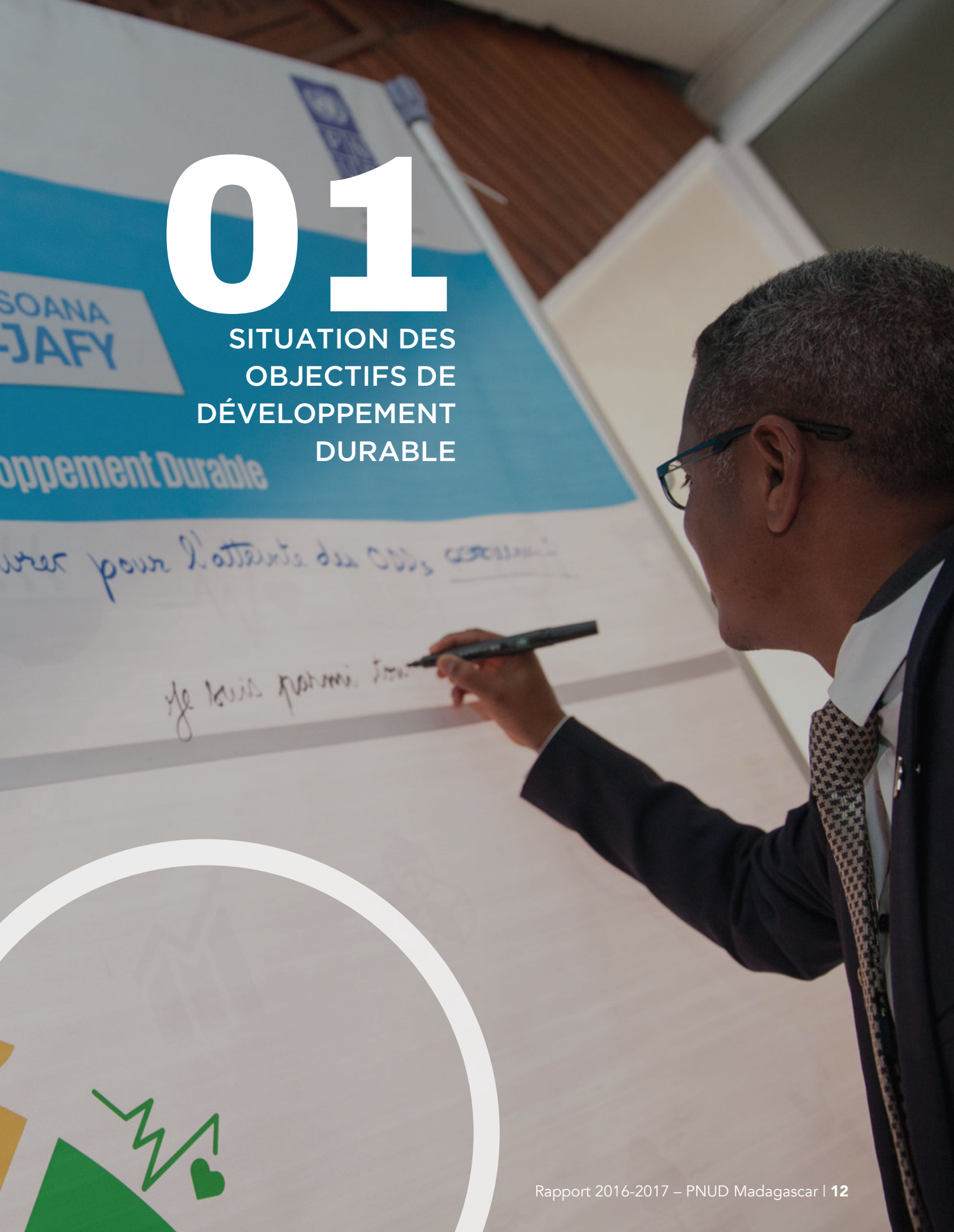
Renforcement de capacités multi-acteurs sur l'Appui à la Réforme du Secteur de la Sécurité à Madagascar (ARSSAM)

Institutions Démocratiques, Intègres, Représentatives et Crédibles (IDIRC)



01

SITUATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



DE L'APPROPRIATION À LA PRIORISATION

Madagascar poursuit la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) et du processus des Objectifs de Développement Durable (ODD) devant permettre au pays d'amorcer la relance du développement pour tous et la construction d'un État moderne et prospère. Au même titre que les 192 autres pays membres de l'Organisation des Nations Unies, Madagascar a souscrit à l'agenda 2030 du développement durable visant à éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes, lutter contre les inégalités et les injustices et régler les problèmes du changement climatique.

En 2016, première année de mise en œuvre de l'Agenda de développement durable pour l'atteinte des ODD, Madagascar a pu mettre sur les rails le processus ODD conformément à la feuille de route que le pays s'est fixé lors de la première consultation nationale sur les ODD en 2015. Des renforcements de capacités institutionnelles et des formations ciblées sur des outils d'intégration des ODD dans les documents de planification nationale (PND et stratégies sectorielles) ont été menées.

A l'initiative du gouvernement, à travers le Ministère de l'Économie et du Plan, appuyée par le PNUD, la deuxième consultation nationale pour intégrer et prioriser les ODD dans le PND et les stratégies de développement sectoriel s'est tenue à Antananarivo en juin 2016.

Les interventions stratégiques du PNUD ont permis de faciliter l'évaluation intégrée rapide du PND de Madagascar pour la période 2015-2019 au regard des cibles des ODD afin de mieux cadrer la mise en œuvre du PND et proposer des ajustements.

L'exercice de priorisation mené a permis aux parties prenantes nationales de contextualiser les ODD aux réalités du pays et d'avoir un premier niveau de priorisation de 47 cibles. D'un point de vue opérationnel, la priorisation permettra de mieux allouer les ressources (financières, humaines, techniques, etc.) sur un groupe restreint des cibles dont leur réalisation représente le paquet minimum des résultats des ODD à Madagascar à l'horizon 2030. Cette étape est également importante pour évaluer la capacité de mise en œuvre des politiques et programmes au niveau de l'administration et d'autres acteurs concernés, mais aussi de cerner les besoins en suivi et évaluation requérant un travail sur le système statistique national.

Toujours au titre de l'année 2016, les processus déjà mis en œuvre par Madagascar en vue de la réalisation des ODD et les résultats de cette consultation ont été intégrés dans le Rapport National de Revue Volontaire du processus des ODD de Madagascar qui a été présenté au Forum Politique de haut niveau de l'ECOSOC en juillet 2016 à New York. Madagascar avec 5 autres pays Africains (Togo, Egypte, Maroc, Sierra Leone et Uganda) figurait parmi les 22 pays qui se sont portés volontaires pour présenter lors de ce forum de haut niveau leurs avancées dans la mise en œuvre du processus des ODD. D'autres institutions partenaires de développement comme l'Agence allemande de coopération internationale pour le développement (GIZ), Forum de l'éducation, mais aussi des agences du Système des Nations Unies à leur demande (UNICEF et UNESCO), ont également bénéficié de renforcement de capacité sur les ODD afin de permettre aux acteurs de développement, qu'ils soient du secteur public ou des partenaires techniques et financiers, d'être au même diapason.

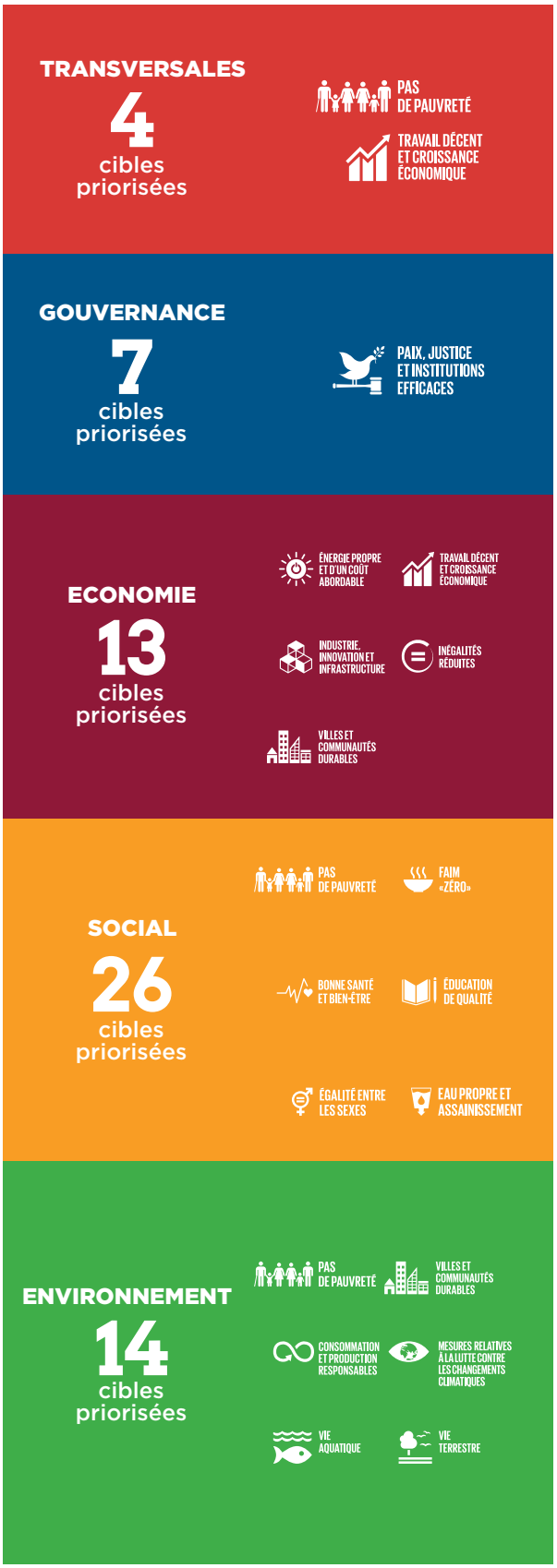
En 2017, dans la poursuite de la dynamique engagée en 2016, Madagascar a continué la mise en œuvre de sa feuille de route des ODD en s'engageant d'une part à finaliser sa phase de domestication des ODD, et d'autre part à promouvoir l'intégration des ODD dans les stratégies sectorielles de développement.

Dans ce cadre, sur la base de la capitalisation d'un large processus de consultation entamé depuis 2015 avec toutes les parties prenantes (administration, secteur privé, société civile, partenaires techniques et financiers), le PNUD a appuyé le Ministère de l'Économie et du Plan à finaliser le processus de priorisation des ODD, et à élaborer le Rapport national de priorisation des ODD.

Ainsi, en cohérence avec les 5 cinq axes du PND, Madagascar a retenu 64 cibles prioritaires des ODD sur les 105 cibles au total à prioriser.

Un soutien financier et technique a été aussi fourni par le PNUD à travers 3 ateliers de consultations régionales sur l'ODD 14 « Mers et Océans » (Région Atsimo Andrefana, Région Diana et Région Boeny) pour permettre à Madagascar de participer à la conférence internationale de haut niveau sur les océans à New York en juin 2017 avec la conception d'engagements nationaux pour la protection des océans, leur intégration dans les politiques des secteurs concernés et l'utilisation durable des ressources marines.

Pour les prochaines étapes, d'énormes défis attendent Madagascar dans la mise en œuvre des ODD, notamment en statistiques pour le suivi de l'Agenda 2030 et des indicateurs des ODD, en coordination des politiques et des interventions des différents acteurs du développement du pays (partenaires au développement, secteur privé, société civile, acteurs politiques) et en mobilisation des ressources extérieures et intérieures pour financer la mise en œuvre effective des ODD. Concernant la mobilisation des ressources extérieures, le PNUD appuie l'Organisme de Coordination et de Suivi des Investissements et de leurs Financements (OCSIF) dans le suivi et la mise en œuvre des engagements pris par les bailleurs et partenaires lors de la Conférence des Bailleurs et des Investisseurs (CBI) à Paris en décembre 2016.



Pour relever ces défis à l'horizon 2030 et ne laisser personne de côté, le PNUD entend appliquer les principes d'universalité et d'égalité. Les appuis seront maintenus pour aider Madagascar à instaurer un développement durable en éliminant la pauvreté sous toutes sesformes et dans toutes ses dimensions ; cela en accélérant les transformations structurelles aux fins du développement durable et en renforçant la résilience aux crises et aux chocs.

02

APPUI-CONSEIL STRATÉGIQUE À LA PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT

UN APPUI STRATÉGIQUE SUR LE PLAN NATIONAL

Conformément à son mandat, l'un des rôles cruciaux du PNUD est de fournir un appui-conseil stratégique à la planification du développement. Cette position implique une collaboration étroite et inclusive avec les acteurs clés du changement souhaité. L'approche du PNUD a permis de mettre à la disposition des ministères et les institutions bénéficiaires pays des outils d'analyse, de diagnostic, et de suivi ainsi que des cadres de suivi des stratégies. Il a été également important de consentir des efforts dans la consolidation des acquis du développement et dans la recherche de nouveaux partenariats.

Plus précisément, l'appui-conseil stratégique du PNUD s'inscrit dans le renforcement des compétences du Gouvernement pour la réduction de la pauvreté et de l'exclusion des pauvres et des vulnérables à travers l'élargissement de l'espace budgétaire. Cette dynamique devrait permettre le financement des dépenses en faveur des secteurs prioritaires tels que l'éducation, la santé, l'agriculture, les infrastructures et soutenir à terme les efforts de développement. Par ailleurs, cet appui-conseil soutient une dynamique économique en faveur des modes de production durables avec un accent particulier sur la lutte contre la pauvreté via la création d'emplois et des revenus en faveur des populations vulnérables.

En 2017, les actions du PNUD ont permis d'améliorer le cadre de planification national avec une intégration formelle des ODD, mais aussi de renforcer des outils d'analyse économique et d'améliorer la mobilisation des ressources internes ainsi que la budgétisation.

Concernant l'amélioration du cadre de planification, les appuis du PNUD ont permis d'évaluer le système statistique national en collaboration avec l'Institut National des Statistiques (INSTAT) et de moderniser la loi statistique qui datait de 1968. Et ce, afin que Madagascar puisse se doter d'un cadre légal y afférent répondant aux normes internationales, intégrant la garantie du secret statistique aux conditions modernes de révolutions numériques, formalisant la coordination des données statistiques, entre autres innovations. De même, le système de suivi-évaluation de la planification du développement a été renforcé par l'appui à la création d'une base de données pour le suivi et évaluation de la mise en œuvre du PND. Un résultat majeur sur la planification concerne le lancement de l'élaboration de la Stratégie Intégrée du Grand-Sud.

L'objectif ultime est la réappropriation des politiques de développement dans un cadre de planification renouvelé qui garantit le réengagement de l'Etat et des collectivités territoriales autour d'un projet de développement du Grand-Sud. Ceci transcende l'urgence humanitaire, le relèvement précoce et rend durable la résilience.

A ce titre, il s'agit de développer une approche intégrée qui part des déficits identifiés dans les dimensions clefs du développement pour proposer un ensemble d'interventions permettant de sortir des différentes trappes de sous-développement liées à chaque dimension du développement durable. Ainsi, les déficits en eau, en énergie, en éducation, en formations techniques ou professionnelles, en ressources économiques se combinent pour installer les populations dans une trappe de pauvreté continue que des actions ponctuelles ou à la marge ne peuvent permettre de résoudre.

L'intégration des ODD au cadre de planification national a constitué également un domaine majeur des interventions du PNUD en 2017. Madagascar a participé au Sommet des Océans à New York en mai 2017 donnant suite à l'identification des priorités nationales en vue de l'atteinte de l'ODD 14 et une contribution effective par tous les acteurs de développement (PTFs, jeunes, ministères, secteur privé et OSCs). En outre, la priorisation des ODD a pu être menée à terme à travers un processus participatif qui a fait l'objet de plusieurs ateliers nationaux et régionaux. Le Rapport national de priorisation des ODD élaboré met en exergue 64 cibles priorisées et 85 indicateurs identifiés.

Ces derniers ont ainsi été intégrés dans les Systèmes National et Régionaux Intégrés de Suivi et d'Evaluation (SNISE/SRISE) actualisés.

Concernant **le renforcement des capacités et la mise à disposition d'outils d'analyse économique pour une meilleure planification du développement**, l'appui du PNUD a permis de doter le Ministère de l'Économie et du Plan d'un modèle de prévision macroéconomique dont la dernière mise à jour remonte à plus de 25 ans, accompagné de formation des agents du MEP sur son utilisation.

Le renforcement des outils de programmation budgétaire a été appuyé avec l'évaluation du processus et des cadres de dépenses à moyen terme (CDMT ou budget programme) des 6 ministères pilotes engagés dans ce processus. Les recommandations ont fait l'objet de discussions avec les partenaires intervenants dans la réforme des finances publiques et font actuellement l'objet d'une intégration dans les discussions finales pour simplification de la stratégie de réformes des finances publiques à Madagascar.

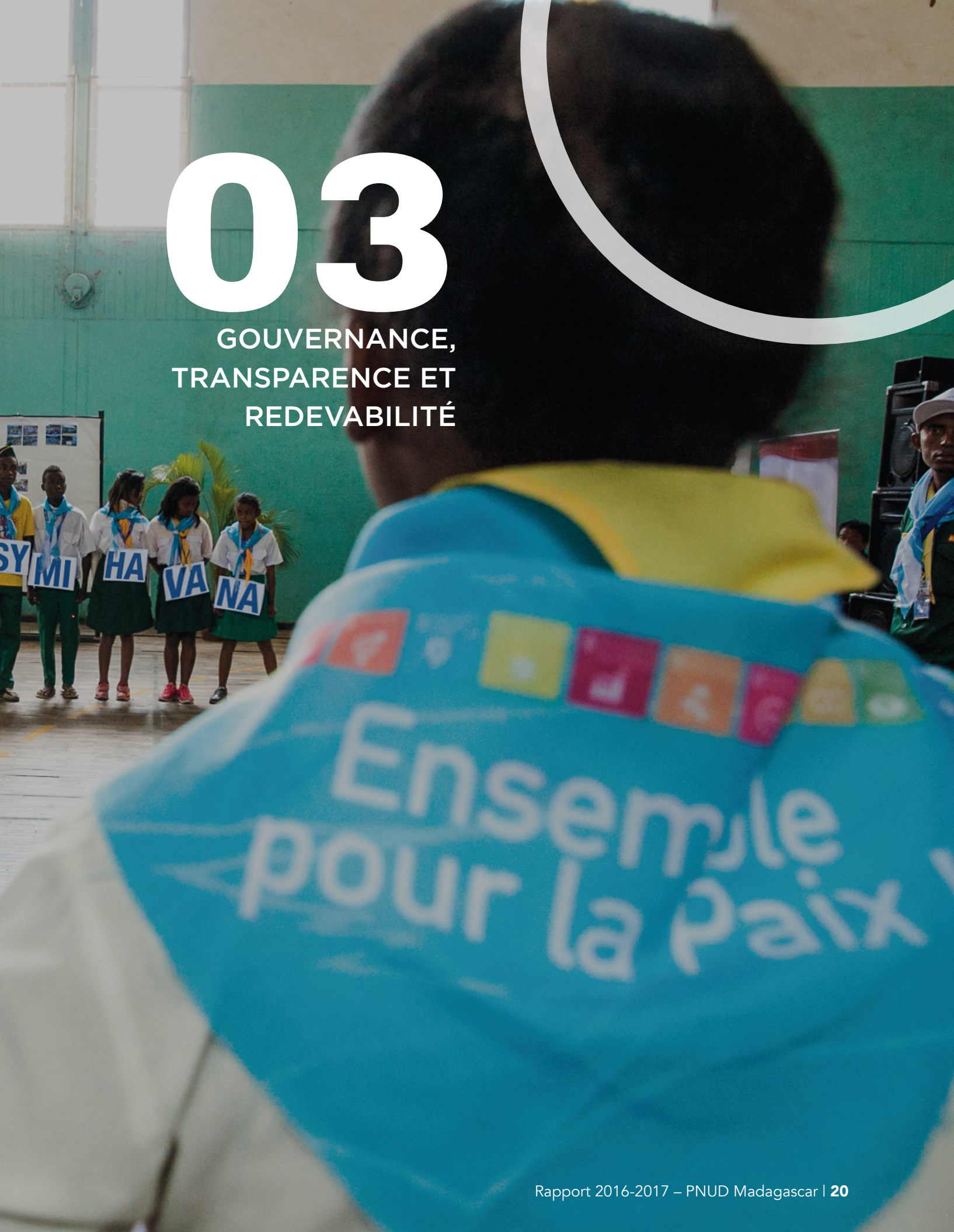
Par ailleurs, **l'amélioration de la transparence des procédures de marchés publics et concours administratifs** a été appuyée avec la refonte des textes et des logiciels de gestion des concours administratifs et la formation des responsables gouvernementaux et des organisations de la société civile sur le nouveau code des marchés publics.

En vue **d'améliorer la mobilisation des ressources**, les actions du PNUD en 2017 ont surtout porté sur l'élaboration du Rapport National sur le Développement Humain (RNDH), avec pour thème « Développement humain et mobilisation de ressources intérieures ».

Ce dernier constitue un outil de plaidoyer et de réflexion sur les défis du financement du développement notamment en ce qui concerne les marges internes.

La **coordination de l'aide au développement** continue d'être au cœur de l'action du PNUD en 2016 et 2017 avec l'organisation conjointe avec le Gouvernement de 4 réunions du Groupe de Dialogue Stratégique (GDS) avec des thématiques centrées sur la lutte contre la corruption, la coordination des actions dans le Sud de Madagascar, l'élaboration de la Stratégie nationale de coopération au développement ainsi que les rapports qui en découlent.

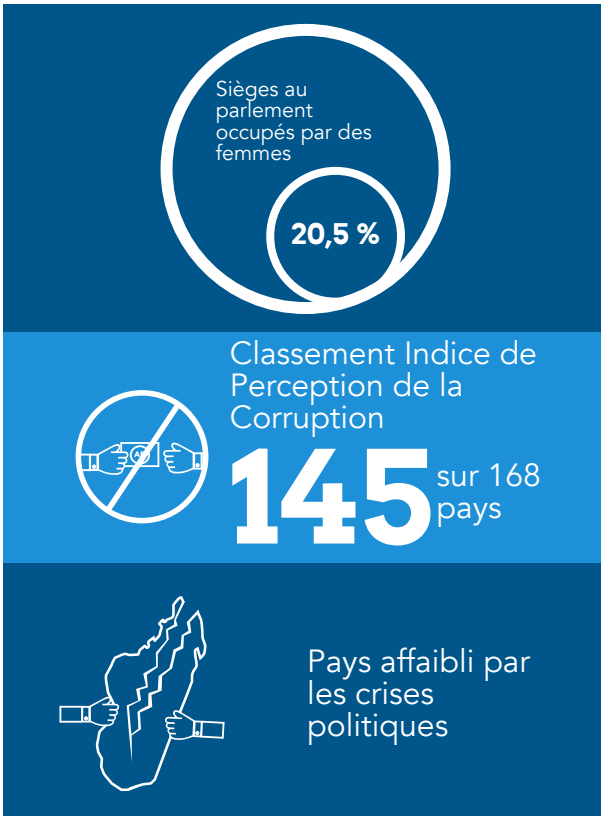
Le livret de compilation des textes de lois sur la décentralisation élaboré à l'initiative de l'Office National de Concentration sur la Décentralisation (ONCD) avec l'appui du PNUD.



03

GOUVERNANCE, TRANSPARENCE ET REDEVABILITÉ

LE TRAVAIL DU PNUD DANS LE DOMAINE DE LA GOUVERNANCE



Le travail du PNUD dans le secteur de la gouvernance vise à promouvoir des institutions et des processus démocratiques transparents et redevables, qui répondent mieux aux besoins des citoyens, en particulier les groupes vulnérables, et qui demeurent fidèles aux exigences de l'état de droit.

Le PNUD est convaincu qu'une maitrise progressive de la corruption accompagnée d'un accès équitable à la justice, d'une décentralisation et d'une déconcentration effective, de processus électoraux apaisés ainsi que d'une bonne gestion de la chose publique permettaient aux institutions publiques, à la société civile et aux médias, aux niveaux central et décentralisé, d'exercer leurs rôles avec quiétude tout en étant redevables envers les gouvernés.

Par conséquent, l'Etat malagasy serait en phase avec les aspirations de sa population, y compris en ce qui concerne le respect et la protection de ses droits fondamentaux, ses besoins en développement ainsi que vis-à-vis des exigences attendues dans l'exercice de ses devoirs de citoyens.

Ainsi, la réponse programmatique du PNUD a été de soutenir les efforts du pays dans la construction de solides systèmes démocratiques et de gouvernance, et à l'instauration d'une justice équitable couplée au renforcement de l'état de droit, sur fond de consolidation de la paix.
Concrètement, le changement doit prendre forme via des interventions dans les six domaines stratégiques suivants :

- Démocratie et processus électoraux ;
- Renforcement de l'État de droit ;
- Transparence, redevabilité et lutte contre la corruption ;
- Décentralisation et gouvernance locale ;
- Sécurité et consolidation de la paix.

Le PNUD s'est employé à renforcer les capacités des responsables gouvernementaux, des institutions nationales et de la société civile afin de mieux les équiper dans l'exercice de leur fonction, et de renforcer les valeurs transversales telles que l'égalité de genre et la lutte contre la corruption.

Cette approche vise également l'habilitation des groupes prioritaires, tels que les jeunes et les femmes, à faire entendre leur voix et à rendre leur participation effective aux processus démocratiques et de gouvernance locale. À ce titre, la prise en compte des besoins spécifiques des femmes a été davantage renforcée en 2016 dans les appuis stratégiques tels que la mise à jour du cadre légal en matière d'élections, alors qu'au niveau opérationnel, une attention particulière a été accordée à l'amélioration de la présence des femmes dans les structures locales de concertation et à leur représentativité sur les listes électorales.

RÉALISATIONS MARQUANTES

Un appui stratégique aux structures décentralisées

Aligné à la fois à l'Axe 1 du Programme National de Développement Gouvernance, Etat de Droit, Sécurité, Décentralisation, Démocratie, Solidarité nationale, et à l' Effet Plan-cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (UNDAF) (Résultat 2), les institutions publiques, la société civile et les médias, au niveau central et décentralisé, exercent leurs rôles et sont redevables pour une gouvernance apaisée, protectrice des droits humains, le Programme d'Appui à la Décentralisation et à la Résilience Communautaire (PADRC), contribue à la réalisation du Résultat 1 du Plan d'action de Programme Pays (CPAP) : Les Collectivités Territoriales Décentralisées, la société civile et les communautés de base dans les zones d'intervention sont structurées et outillées pour promouvoir la cohésion sociale, la paix, la sécurité, le relèvement efficace ; résister aux différents chocs et stimuler le développement local en répondant aux besoins exprimés par la population.

Pour la période 2016 - 2017, les grandes orientations du PNUD en matière d'appui à la décentralisation et à la résilience communautaire se sont structurées autour de quatre objectifs principaux.

1. Renforcer les capacités du Ministère en charge de la décentralisation, plus particulièrement de ses trois démembrements :

l'Unité de Gestion de la Stratégie Nationale de Développement Local (UGSNDL), l'Institut National de Décentralisation et de Développement Local, l'Office National de Concertation sur la Décentralisation (ONCD).

Formation sur la Gouvernance participative

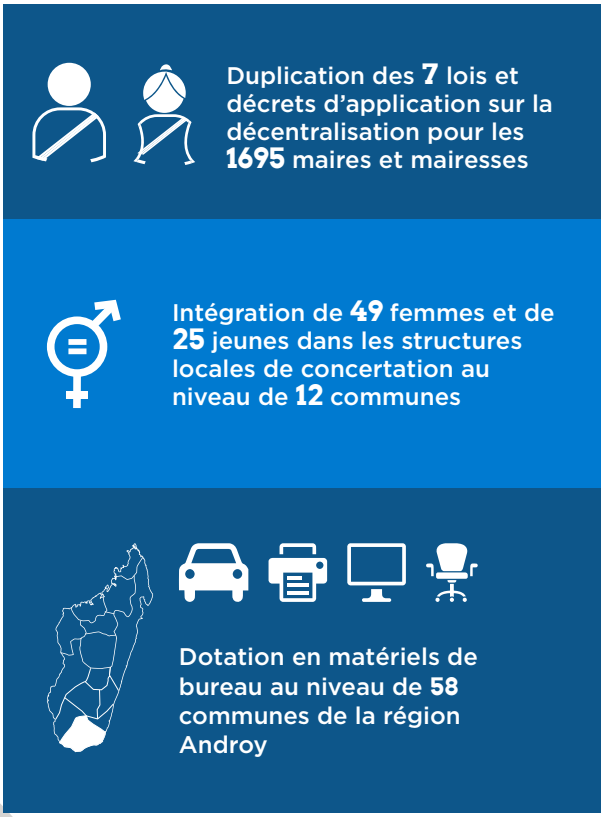
+25

Agents de l'État du Ministère de la Décentralisation

Ainsi plus de 25 agents issus de ces différentes structures ont été formés sur la gouvernance participative ou encore la méthode d'élaboration de Plan de Développement Local Intégré et Inclusif (PNDLII). Cet appui a été couplé à une dotation de matériels informatiques et de mobilier de bureau, et doit se solder prochainement avec la duplication de la Stratégie Nationale de Développement Local (SNDL).

Par cette approche, le PNUD a soutenu l'impulsion et la coordination de la relance du processus de décentralisation, de gouvernance territoriale et de développement local.

2. Soutenir l'impact dans les zones d'interventions en renforçant les capacités techniques, managériales et financières de 12 Collectivités Territoriales Décentralisées du pays et des 58 communes de la région Androy.



Ces communes ont été accompagnées dans leur regroupement autour de 9 grappes de communes, et appuyées dans l'identification d'actions prioritaires et leur mise en oeuvre :

- l'aménagement des 4 marchés de zébu ;
- la réhabilitation de 3 communes (mairies) ;
- la mobilisation de ressources fiscales (impôts fonciers) ;
- la dotation de matériels pour les 58 communes.

Cette approche en « paquet d'appuis multisectoriels » a permis de compléter les avancées stratégiques en matière de décentralisation, mais aussi d'apporter une meilleure effectivité du développement local Intégré inclusif dans les zones d'intervention. Concrètement, les communes deviennent plus autonomes et inclusives dans la planification de leurs plans d'actions, leur mobilisation des ressources, des affaires administratives, de services aux contribuables, et sont plus aptes à coordonner les initiatives d'intercommunalité. Le Plan Régional de Développement de la Région Androy entamé en partenariat avec l'Union Européenne et le Fonds International pour le Développement Agricole, devrait constituer un important outil de décision pour cette région délaissée. Pour les prochaines années, dans le cadre de la focalisation des interventions dans la Région Androy, et la consolidation des acquis, les actions du PNUD porteront sur :

- L'établissement de l'Indice de la Gouvernance locale pour les 58 communes ;

- L'appui à la mise en place des Structures de Concertation pour les 58 communes ;
- Et l'appui à l'élaboration des plans de développement local intégré et inclusif pour les 58 communes de la Région Androy.

3. Renforcer les capacités d'intervention d'urgence des structures institutionnelles telles que le BNGRC :

- La Stratégie Nationale de GRC mise à jour ;
- Les capacités d'intervention de l'antenne du Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes (BNGRC) d'Ambovombe renforcées (Réhabilitation des bureaux, dotation de matériels roulants, informatiques et de panneaux solaires, assistance technique d'une spécialiste en Gestion des risques).

4. Intégrer la résilience et la réduction des risques des catastrophes dans les outils de planification et de suivi au niveau des Régions et des Communes. En 2016, suite à la sècheresse de 2015, en accompagnement et en articulation avec les actions humanitaires, il a été également jugé nécessaire d'entamer une phase de relèvement, afin que chaque secteur puisse planifier au plus vite un programme résilient de relèvement face à la sécheresse pour le moyen terme (3 ans). Ce programme vise à traiter les racines profondes des problèmes plutôt que les conséquences de la crise. Le but est de contribuer à maximiser les efforts humanitaires entrepris dans les Régions les plus affectées par la sécheresse dans le Grand Sud de Madagascar et assurer une transition compréhensive envers les actions de développement. Pour ce faire, un processus a été mis en place pour le développement d'un Plan de Relèvement et de Résilience (PRR) pour les districts les plus affectés par la sècheresse déclenchée par El Niño dans le Grand Sud de Madagascar.

Les consultations successives ont permis de définir les orientations majeures du PRR pour sortir de la crise, se relever et améliorer la résilience, il s'agit de :

- l'accès durable à l'eau pour les humains, les animaux et l'agriculture ;
- le désenclavement et le développement d'opportunités économiques, inclusives et durables ;
- la protection et la conservation de l'environnement ;
- l'instauration d'un climat de bonne gouvernance et de sécurité ;
- et la prise en compte dans la planification des facteurs socioculturels comme freins ou atouts pour le développement.

Alignées au Plan de Relèvement et de Résilience, les interventions du PNUD dans l'Androy concernent les trois composantes du PRR à savoir :

- La composante pour le relèvement face à la sècheresse et la dégradation de l'environnement ;
- La composante pour le relèvement économique et la réduction des vulnérabilités structurelles ;
- Et la composante pour le relèvement institutionnel et socioculturel.

Afin d'assurer l'effectivité des actions du PRR et une plus grande mobilisation des acteurs, les communes ont bénéficié d'un appui en planification et en identification d'actions structurantes grâce à la mise en place de Plans de Développement Local Intégré et Inclusif.

Il est important de noter que les appuis techniques et financiers du PNUD ont permis d'atteindre 58 communes avec 15 initiatives et structures locales contribuant à la réconciliation nationale, à la prévention de conflits, à la cohésion sociale et à la consolidation de la paix.

Suite au cyclone Enawo qui a touché la ville d'Antalaha, le PNUD a soutenu la Mairie dans le relèvement précoce de la ville grâce au nettoyage de la plage et l'accès rapide des pêcheurs à la mer - Mars 2017.

Démocratie et processus électoraux

Depuis 2016, la Révision Annuelle de la Liste Électorale (RALE), avec l'appui technique et financier du PNUD et de la Norvège, a permis l'inscription de 1 221 180 nouveaux électeurs dont plus de 45% de femmes, portant le nombre total d'électeurs à 9 767 098 en 2018.

La RALE entamée en 2017 a été parallèlement renforcée par l'opération d'obtention de la Carte Nationale d'Identité menée par le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation. Cette combinaison devait permettre l'inscription supplémentaire de plus de 900 000 adultes en âge de voter.

L'accompagnement du Parlement dans l'organisation de 2 Journées Portes Ouvertes ayant permis de rapprocher plus de 5000 citoyens à leurs élus dans la capitale et la province de Mahajanga.

En partenariat avec la CENI, le PNUD a apporté une assistance préparatoire au processus électoral de 2018 qui a permis d'apporter des changements structurants en matière de processus électoral. Sont ainsi disponibles :

- Le document stratégique pour une amélioration de l'encadrement juridique du processus électoral ;
- La stratégie globale de communication institutionnelle de la CENI Madagascar ;
- La stratégie nationale d'éducation civique électorale et de sensibilisation ;
- Le soutien à la mise en œuvre de la Révision Annuelle de la Liste Électorale ;
- La migration du fichier électoral vers un logiciel plus performant.

Supports de sensibilisation pour la campagne de Révision Annuelle de la Liste Electorale de Décembre 2016 à Janvier 2017.

1 221 180
Nouveaux électeurs

DONT

45% de femmes

Nombre total d'électeurs en 2018

9 767 098

+ 5 000
citoyens proches de leurs élus

47 Partis politiques

Institutions Publiques

Société civile

Amélioration du cadre légal et politique en matière d'élections

Ces documents structurants ont été remis, en janvier 2017, au Président de la République, au Premier Ministre, et aux Présidents des deux chambres parlementaires (Assemblée Nationale et Sénat).

Le PNUD a soutenu l'amélioration du cadre légal et politique en matière d'élections à la suite du lancement d'une série de concertations et de dialogues avec les acteurs clés au processus électoral dont la CENI, environ 47 partis politiques, les institutions publiques, la société civile ou encore des réseaux de femmes leaders. L'objectif est de permettre aux acteurs clés de la vie politique de contribuer à la consolidation de la paix et de la démocratie, mais également de maintenir d'une part, un climat de confiance et de cohésion sociale propice au développement et créer d'autre part, un contexte favorable à des élections crédibles.

Rencontre de la délégation de la CENI et du PNUD conduite par le Président de la CENI, Me Hery Rakotomanana et le Représentant Résident Adjoint du PNUD, Mme Marie Dimond avec le Président de la République de Madagascar pour la remise des documents stratégiques relatifs à la réforme du cadre légal en matière électorale. Janvier 2017

Renforcement de l'Etat de droit

6520 personnes vulnérables dont 78% des femmes ont bénéficié des services d'accès à la justice au sein des 6 cliniques juridiques soutenues par le PNUD dans les zones d'interventions.

Les tribunaux dans les zones d'intervention ont pu traiter 52% des affaires criminelles et correctionnelles enregistrées contre 21% en 2015. La collaboration avec le Ministère de la Justice a permis l'opérationnalisation du cadre statistique sur l'accès à la justice à travers lequel ces données ont été collectées. Tous ces résultats contribuent au renforcement de la redevabilité, de l'Etat de droit et à l'instauration d'une gouvernance apaisée au niveau du pays.

Pour ce qui est de l'appui à la chaine pénale, sur une cible attendue de 26% en 2016, le pourcentage des affaires criminelles et correctionnelles traitées par les tribunaux par rapport au total des affaires est passé de 21% à 49% dans les zones d'interventions.

Dans le domaine de l'accès à la justice, sur les 4000 personnes qui ont reçues une assistance judiciaire cette année, 70% sont des femmes. 30 audiences pénales ont aussi été appuyées dans des localités reculées.

Un cadre statistique des affaires pénales portant institutionnalisation de ce mécanisme de collecte de données au niveau national a été mis en place.

Au sein des 6 cliniques juridiques soutenues par le PNUD, institutions apportant un conseil juridique aux victimes d'abus et de violations, y compris en

matière de genre, 4000 personnes vulnérables dont 2645 femmes, soit 70 % ont été prises en charge. La contribution de ces cliniques dans l'amélioration de l'accès à la justice a permis aux populations des zones de Tuléar, Fort-Dauphin, Manakara, Mananjary, Farafangana, et Antananarivo de bénéficier de séances de conseil et orientation, ou encore de médiation.

La plupart des bénéficiaires sont des femmes victimes d'abus physique, sexuel, psychologiques et/ou économique.

L'accompagnement technique du PNUD dans la mise en place d'un pool d'avocats fournissant des assistances judiciaires gratuites a également profité à 200 personnes vulnérables dont 70 % de femmes.

L'une des contraintes majeures dans ce domaine a été la mise en place d'un cadre statistique permettant d'obtenir des données précises sur l'entrée et le traitement des dossiers pénaux. Par ailleurs, la pérennisation des cliniques juridiques demeure un défi.

Un agent de la Clinique juridique de Tuléar présente le bilan des activités de 2016.

Transparence, redevabilité et lutte contre la corruption

Beaucoup a été fait ces deux dernières années pour renforcer les cadres légaux et stratégiques afin de permettre à Madagascar de sortir des pays les plus touchés par la corruption. 2016 a vu la présentation du plan de mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption (SNLCC) ainsi que la promulgation de la nouvelle loi sur la Lutte Contre La Corruption (LCC) et de la loi portant création des Pôles Anti-Corruption (PAC). En 2017, plusieurs actions ont été entamées tant sur le plan stratégique, avec le projet de loi relatif au recouvrement des avoirs, qu'opérationnel avec la vulgarisation de la SNLCC et des deux lois (loi anti-corruption et PAC), les antennes mobiles, les renforcements des capacités de la société civile et des jeunes en matière de plaidoyer et d'interpellation en LCC et l'organisation de la Journée Internationale de la Lutte contre la Corruption.

Ces instruments juridiques de taille appuyés par le PNUD et ses partenaires ont jeté les bases d'une lutte efficace contre la corruption à Madagascar.

Le PNUD a pu également développer les capacités du Bureau Indépendant Anti-Corruption (BIANCO) et du Service de Renseignement Financiers (SAMIFIN), des institutions phares dans la prévention et la répression des actes de corruption, dans les processus de protection des dénonciateurs, la mobilisation des ressources, l'étude sur la restructuration du BIANCO.

Il a soutenu la sensibilisation de masse via l'appui aux Réseaux d'Honnêteté et d'Intégrité (RHI) du BIANCO qui sont des espaces d'éducation et d'échange en milieu scolaire visant à promouvoir l'esprit anti-corruption auprès des élèves dès leur plus jeune âge.

Le PNUD a appuyé le gouvernement dans le développement d'outils et de campagnes de sensibilisation ciblant les magistrats et les élèves greffiers, les maires des zones d'intervention et les parlementaires. 400 personnes dont des Maires, des Chefs et Délégués d'Arrondissement et des représentants des Services Techniques Déconcentrés ont bénéficié d'ateliers de renforcement de capacités sur la SNLCC dans les régions Atsimo Andrefana, Vatovavy Fitovinany, Anosy et Androy.

90 fonctionnaires rattachés au Parlement ont également vu leurs capacités renforcées dans des thématiques liées à la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption, la Gestion Axée sur les Résultats (GAR). Ces renforcements de capacité effectués avec l'Institut d'Etudes Politiques (IEP) de Madagascar ont permis de mieux outiller le Parlement à assumer son mandat et ainsi contribuer à renforcer techniquement l'institution. Une autre institution clé, la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme (CNIDH), a reçu l'appui du PNUD qui lui permet aujourd'hui d'être opérationnelle. Elle a bénéficié, en 2017, de deux sessions de renforcement des capacités en plus d'une visite d'échange d'expériences de la part des institutions nationales des droits de l'homme du Burundi et du Togo. Ces actions ont été menées en collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH).

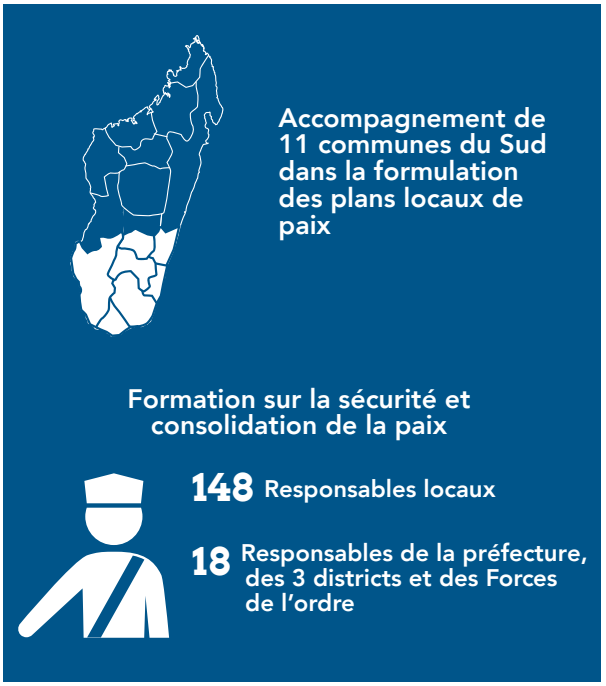
Le PNUD a fortement appuyé le Parlement dans l'exercice de son rôle de représentation et de redevabilité envers les citoyens. 10 émissions radio et télévisées sur les activités de l'Assemblée Nationale ont été produites et diffusées sur les chaines nationales avec l'appui du PNUD, couplé à l'organisation des Journées Portes Ouvertes au sein de la capitale et dans la région de Tuléar.

Journée Portes Ouvertes du Parlement du 9 juin 2017 dans la capitale Antananarivo.

Sécurité et consolidation de la paix

Le PNUD a accompagné et appuyé le processus de planification de la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) à Madagascar depuis son début. L'organe provisoire de coordination de la Réforme du Secteur de la Sécurité (CTO-RSS) a été appuyé dans la planification stratégique et opérationnelle de la RSS, traduisant ainsi la Lettre de Politique Générale sur la RSS dans un Plan National de la RSS 2017-2021, et aboutissant ainsi au lancement officiel de la mise en œuvre de la RSS en septembre 2017.

Sur demande du CTO-RSS, une stratégie de communication sur la mise en œuvre de la RSS a été élaborée. Cette stratégie appuiera le processus de sensibilisation et d'information sur la RSS, et de son appropriation par les acteurs clés. En appui à l'élaboration de la vision et de la stratégie nationale de la sécurité à Madagascar, une étude des besoins en sécurité humaine a été menée, valorisant les conclusions et recommandations déjà élaborées lors d'analyses et consultations antérieures (notamment celles menées par le CTO-RSS) et complétée par une récolte d'informations et des consultations additionnelles. Le cadre normatif et procédural de la gestion des armes à feu à Madagascar a été analysé et des recommandations formulées pour sa mise à jour et harmonisation avec les normes internationales, et pour le renforcement de son application. De plus, une enquête sur l'accès des civils aux armes à feu et sur la perception des communautés envers les armes a été menée et a identifié plusieurs recommandations pour un renforcement du contrôle et de la lutte contre la prolifération d'armes illicites aux mains des civils.



En appui au Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, le PNUD a mené une analyse du cadre normatif ainsi que des pratiques relatives à la sécurité communautaire (aussi appelée « sécurité participative », initiatives de participation de la population à la sécurisation de leurs communautés) à Madagascar, identifiant ainsi les forces et faiblesses du système et des pratiques actuels, et formulant des recommandations pour leur harmonisation et renforcement. Une série d'ateliers pour le Parlement a commencé en 2017 avec un atelier de sensibilisation et de renforcement de capacités pour le personnel du Sénat. L'atelier a souligné l'importance du contrôle parlementaire du secteur de la sécurité et sensibilisé les participants à leurs rôles et responsabilités, ainsi que les outils à leur disposition dans ce processus.

Le PNUD a accompagné 11 communes du Sud dans la formulation des plans locaux de paix.

Le PNUD a aussi appuyé la sensibilisation des jeunes à la consolidation de la paix. En effet, en 2016, le PNUD en partenariat avec l'UNFPA a appuyé la tenue des échanges pour identifier les moyens de renforcer la participation des jeunes dans la consolidation de la paix dans le cadre de la célébration de la journée internationale de la paix. Les différents instruments nationaux et internationaux de référence pour promouvoir le rôle des jeunes dans la consolidation de la paix : la résolution 2250 du Conseil de Sécurité des Nations Unies traitant de l'importance des jeunes dans le processus de consolidation de la paix adoptée en décembre 2015, les Principes directeurs sur la participation des jeunes à la consolidation de la paix, basés sur un rapport de 2012 des Nations Unies sur la Consolidation de la paix après un conflit, la Charte Africaine de la Jeunesse, adoptée en juillet 2006, et la Politique Nationale de la Jeunesse ont été présentés et discutés avec les participants à l'occasion.

Dans le cadre de ce même projet d'Appui à la Réconciliation Nationale et de la Réforme du Secteur Sécurité, le PNUD et le Ministère de la Communication et des Relations avec les Institutions (MCRI) ont lancé un concours national de photographie, de rédaction et de dessins pour faire valoir les contributions du citoyen à la cohésion sociale "le fihavanam-pirenena" en se basant sur la recherche du socle de l'identité commune du pays.

Les réalisations pour l'application du Dinan'Androy ou convention collective dans l'Androy peuvent être rajoutées au titre des réalisations de 2017. Homologué en 2008, le Dinan'Androy s'est fixé comme objectif d'assurer une organisation harmonieuse de la communauté à travers :

- Le renforcement de la solidarité en vue d'instaurer la sécurité, la paix sociale et lutter contre l'insécurité et les vols de zébus ;
- La participation de tous au développement économique et social de la communauté.

En effet, dans le cadre de la redynamisation du Dina ou convention collective dans l'Androy des actions ont été réalisées à savoir :

Diagnostic des contraintes et perspectives d'application des Dinan'Androy réalisés dans les districts de Tsihombe en collaboration avec le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation

Formation de 148 responsables locaux (Maires, Présidents de Dinan'Androy, Chefs d'arrondissement Administratifs) sur:

- L'élaboration du Dinan'Androy et lois et règlements en vigueur ;
- Les rôles des Maires, CAA et mpizaka (partenariat dans l'application du Dina) ;
- La gestion des conflits dans l'application du Dina ;
- L'application du Dina – exécution des sentences prononcées par le mpizaka.

18 responsables de la Préfecture, des 3 districts et des Forces de l'ordre sensibilisés sur:

- Les rôles des représentants de l'Etat dans l'application du Dina ;
- Le Dina et la gestion de l'ordre et de la sécurité publique ;
- Dina et sécurité rurale.

La force du Dinan'Androy réside dans le fait qu'il est issu de consultations communautaires, couvre toute la Région

Androy, et prévoit des mesures préventives et des procédures de déroulement des poursuites.

PROJET SACEM : LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE SE MOBILISE EN APPUI AUX ÉLECTIONS

Les enjeux particuliers que soulève l'organisation d'élections apaisées sont au cœur des préoccupations du pays et de la communauté internationale présente à Madagascar. À ce titre, le rôle du PNUD a été primordial dans la mise en place d'une assistance préparatoire au processus électoral, et à l'instauration d'un climat de dialogue et de concertation afin de renforcer la paix et la cohésion sociale. Le projet Soutien au Cycle Electoral de Madagascar (SACEM) a pris la suite en se focalisant sur les cinq domaines suivants :

1. l'appui à la fiabilisation et la crédibilisation des listes électorales ;
2. la révision du cadre légal relatif aux élections ;
3. la communication et l'éducation civique électorale ;
4. l'appui aux opérations électorales ;
5. l'assistance technique.

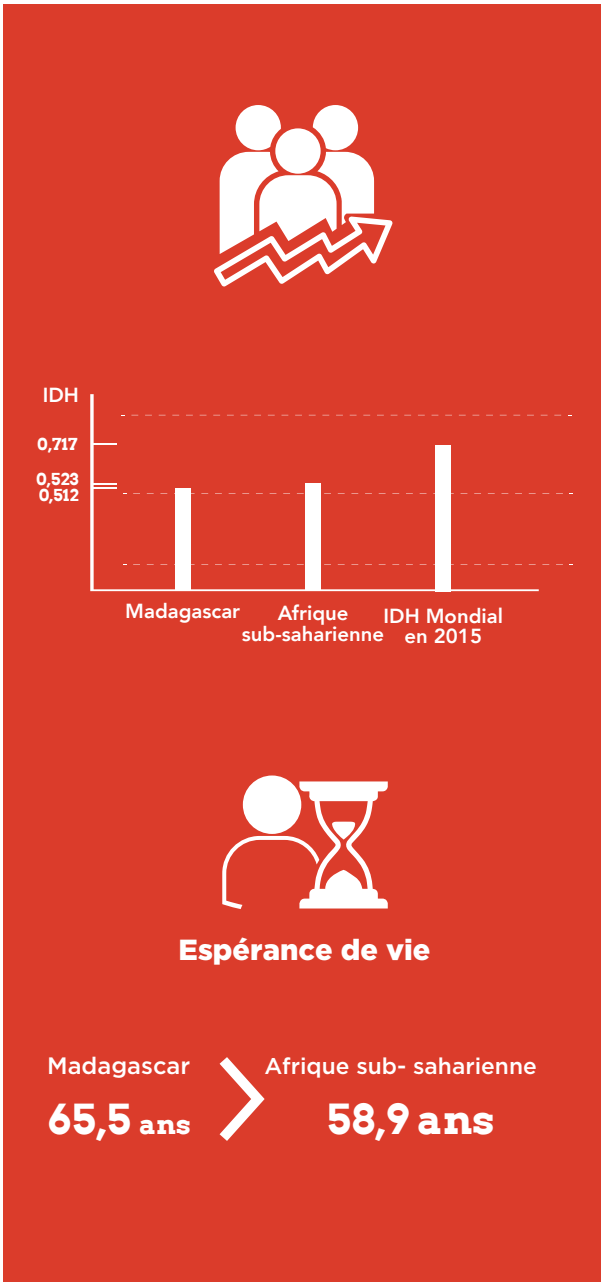
A travers ce projet, en 2017, USAID, l'Union Européenne, la République Française, la Suisse et le Royaume de Norvège, grâce à leur contribution financière, ont marqué la nécessité de maintenir la paix à Madagascar, condition sine quoi none d'un développement pour tous.

Alors que l'année 2017 a été marquée au niveau politique par les débats autour de l'amélioration de l'encadrement juridique du processus électoral, de faits et d'adversités politiques importantes, les efforts de coordination se doivent d'être maintenus non seulement au niveau des acteurs nationaux, mais aussi internationaux.

04

CROISSANCE INCLUSIVE ET RÉDUCTION DES INÉGALITÉS

LE TRAVAIL DU PNUD DANS LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ



Dans le cadre de son appui à la réduction de la pauvreté, le PNUD accompagne le Gouvernement malgache dans la réduction des inégalités de revenu et du sous-emploi par la promotion d'opportunités de revenus et d'emplois pour les populations vulnérables, qui sont ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté, avec un accent particulier sur les femmes et les jeunes.

Le PNUD est convaincu que si les institutions et parties prenantes disposent d'une politique et d'un cadre stratégique et politique facilitant à la fois l'atteinte des ODD, la mobilisation et la gestion efficace de l'aide au développement ; et si un mécanisme permettant de soutenir le relèvement des communautés face aux chocs est opérationnel, et que des opportunités d'emplois, de revenus et de moyens de subsistance durables sont développées et promues ; alors la capacité de résilience des communautés vulnérables sera améliorée et la croissance du pays pour un développement durable sera plus inclusive et équitable.

Par conséquent, la pauvreté sous toutes ses formes sera réduite considérablement. Tenant compte de la multi-dimensionnalité de la pauvreté, la contribution du PNUD consiste en des interventions multi-niveaux (allant du niveau national au niveau communautaire) et multisectoriels.

Les appuis sectoriels au niveau national se veulent catalytiques, et les interventions communautaires sont concentrées dans les zones d'intervention prévues dans le cadre de coopération avec le Gouvernement (Androy, Atsimo Andrefana, Menabe, Atsimo Atsinanana, Analamanga).

RÉALISATIONS MARQUANTES

Renforcement des capacités institutionnelles en matière de pilotage des secteurs clés soutenant la promotion d'opportunités de revenu et d'emploi pour les populations cibles

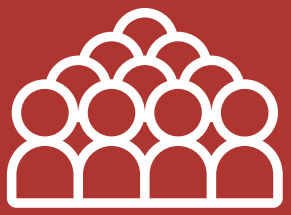
Dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, les rôles et responsabilités de l'Office National de l'Emploi et de la Formation, ont pu être définis avec l'appui du PNUD et du BIT.

En matière de promotion de la finance inclusive, la contribution du PNUD, en collaboration avec UNCDF, a permis la tenue de l'enquête FinScope portant sur le diagnostic de la demande en services financiers dans le cadre du processus MAP (Making Acces Possible for Financial Services). Avec les résultats de cette enquête, Madagascar pourra mieux affiner sa stratégie de promotion du secteur a fin de mieux servir les populations cibles. Par ailleurs, des services financiers adaptés ont pu être développés qui pourront mieux renseigner les politiques : le crédit avec éducation pour les femmes des régions Androy et Atsimo Atsinanana, et le Groupement Villageois d'Entraide Communautaire (GVEC) avec plus de 40 groupes dans le Menabe et l'Atsimo Atsinananana (soit plus 800 membres).

Développement des services financiers

Crédit avec éducation dans les régions Androy et Atsimo Atsinanana

Groupement Villageois d'Entraide Communautaire



40 Groupes dans le Menabe et l'Atsimo Atsinanana

800 **soit** Membres

Contribution à la mise en place d'un cadre favorable à l'entrepreneuriat et au secteur privé favorisant la création d'emploi (notamment en faveur des femmes et des jeunes) et la réduction de la pauvreté

Au titre de contribution à l'amélioration de la compétitivité des régions et des filières à haut potentiel d'exportations pour plus de création d'emploi, le PNUD a accompagné le Ministère du Commerce et de la Consommation dans l'opérationnalisation d'un Guichet Unique à l'Exportation depuis août 2016. Le Guichet réunit en un seul point les services relatifs à l'exportation, et a facilité plus de 1600 dossiers en 2016.

Le PNUD a également en 2016 mené une initiative pilote de promotion du financement participatif (connu sous son appellation anglaise de crowdfunding) à Madagascar autour de 3 volets : plaidoyer, renforcement des capacités, et cadre de régulation. Dans une approche de finance inclusive, le crowdfunding s'avère être une option innovante de financement de projets, en particulier pour les groupes vulnérables.

En partenariat avec le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, le PNUD a contribué à renforcer l'accès des jeunes diplômés au marché du travail. Ainsi, les Pôles stage-job des Universités d'Antananarivo et de Tuléar ont bénéficié d'un renforcement matériel. 100 jeunes diplômés ont suivi un programme de développement personnel pour mieux se préparer au monde professionnel.

Guichet Unique à l'Exportation

+1600

dossiers facilités en 2016

100

Jeunes diplômés ont suivi un programme de développement personnel pour mieux se préparer au monde professionnel

Amélioration de l'accès des populations cibles aux services d'appui de proximité afin de promouvoir leurs moyens de subsistance

Tirant profit des expertises de différentes agences du système des Nations Unies et de leur partenaire gouvernemental respectif, le PNUD a continué à renforcer les services de promotion des activités génératrices de revenu et d'emploi à l'attention des populations dont il appuie la structuration communautaire, notamment dans 5 régions de concentration : Androy, Atsimo Andrefana, Atsimo Atsinanana, Menabe, Analamanga.

Ainsi, le soutien aux chaines d'appui a permis aux communautés cibles d'avoir accès à des services de proximité tels que :

- l'alphabétisation fonctionnelle avec le concours de l'UNESCO (60 sites d'alphabétisation fonctionnels et équipés ; 120 alphabétiseurs formés) ;
- l'accès au foncier en partenariat avec UNHABITAT (7 guichets fonciers renforcés, plus de 40 structures locales de gestion de conflits fonciers redynamisés) ;
- l'accès aux services financiers bénéficiant de l'expertise de UNCDF (renforcement de l'offre de Crédit Avec Education dans les Régions de l'Androy, Atsimo Andrefana, Atsimo Atsinanana, Vatovavy Fitovinany, Diana et promotion de l'éducation financière) ;
- l'appui à l'amélioration de la production agricole avec FAO (33 Champs- Ecoles Paysans mis en place et accompagnés, plus de 50 fiches techniques sur les spéculations prioritaires disponibles et diffusés).

Promotion d'initiatives communautaires de promotion des moyens de subsistance des populations vulnérables

Afin de tenir compte des spécificités des populations les plus vulnérables ciblées (vivant dans l'extrême pauvreté, donc avec moins de 1,25 dollar/jour/personne), le PNUD a accompagné les communautés dans la mise en œuvre d'une approche progressive : commençant par la participation à des travaux communautaires d'intérêt économique (argent contre travail pour stabiliser la consommation), accompagnée d'une constitution d'épargne (qui servira aux premiers investissements), et l'encadrement vers le développement d'une activité génératrice de revenu, en collaboration avec une Institution de Micro-Finance.

Grâce à cette approche, des actifs communautaires ont pu être créés dans les zones d'intervention : 50km de pistes, 40km de canaux irriguant plus 750 hectares de rizières, bassins de rétention d'eau pour relancer l'élevage, etc. Plus 5000 personnes ont ainsi bénéficié de travail temporaire (dont 52% de femmes), permettant un accès immédiat aux moyens de subsistance des populations vulnérables et impulser le développement d'activités génératrices de revenus.

Pour ce qui est des renforcements des capacités productives, plus de 14 400 personnes dont 47% de femmes ont bénéficié de dotation communautaire d'outils de production et de renforcement de leur capacité technique, notamment par le biais de personnes ressources de proximité (expertise créée au niveau communautaire).

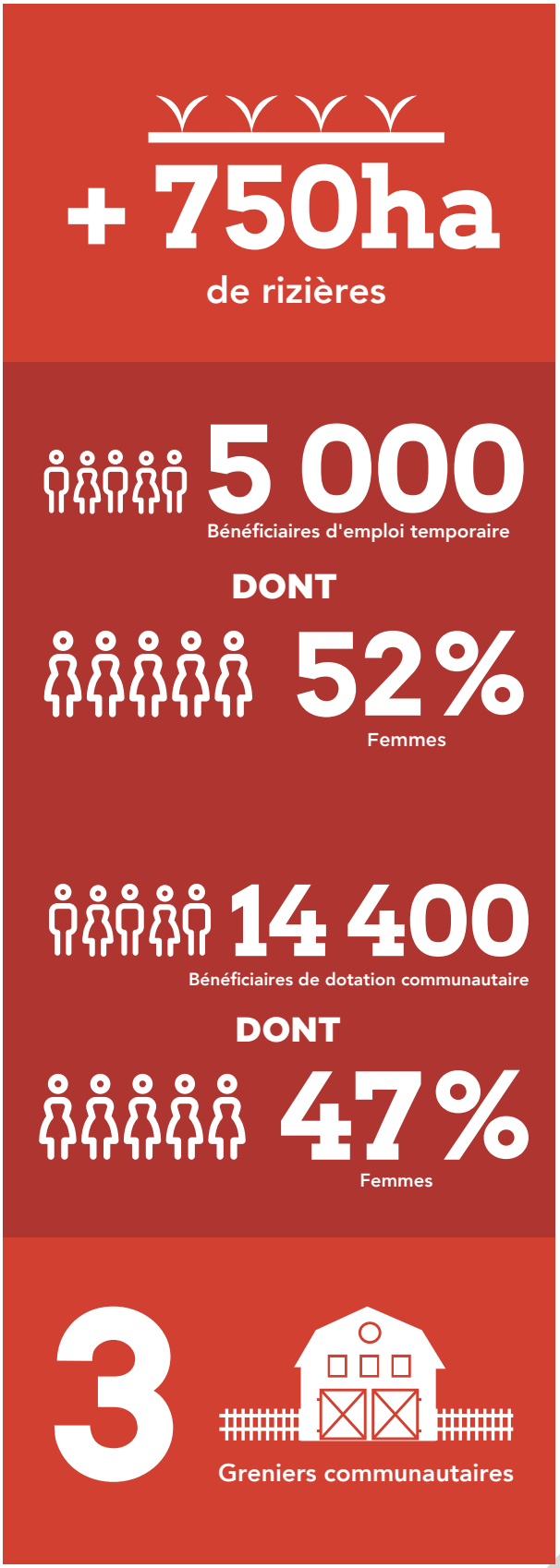
Enfin, des initiatives d'amélioration de l'accès au marché ont été soutenues. Des chaînes de valeur, telles que le pois de cap, le ricin et l'élevage, ont été promues, en partenariat avec Welthungerhilfe (WHH), Louvain Coopération au Développement et Catholic Relief Services (CRS) afin de toucher les plus vulnérables.

Afin que les paysans puissent tirer les meilleurs prix de leur production, 3 greniers communautaires villageois ont été construits dont un en collaboration avec Louvain Coopération au Développement. Ces greniers sont maintenant opérationnels dans les communes de la Région Menabe, d'Atsimo Andrefana et Analamanga. [2]

2 Région Menabe : Commune de Bemanonga, Analaiva, Tsimafana - Région Atsimo Andrefana : Commune de Milenaka et Belavenoka - Région Analamanga : Commune de Mahitsy

Le Grenier Communautaire Villageois est bien plus qu'un outil de financement agricole. En effet, l'instabilité des productions et des prix des produits agricoles, particulièrement le riz, peut avoir des effets importants sur les conditions de vie dans le milieu rural et la sécurité alimentaire de Madagascar. La constitution de stocks répond à un besoin collectif : celui de transférer une partie dessurplus de récolte saisonniers pour la période de soudure, c'est-à-dire la période de pénurie des denrées. En partenariat avec une Institution de Micro-Finance (IMF), les producteurs ont désormais accès à des crédits qui leur permettent de stocker leurs récoltes tout en satisfaisant leurs besoins monétaires de la période allant de juin à septembre.

Par ailleurs, les Greniers sont construits selon l'approche chantier-école qui consiste à assurer la formation sur le tas des jeunes apprentis au métier de construction de bâtiment, sous l'encadrement technique des techniciens et formateurs du Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (METFP). A la fin de la formation, c'est-à-dire de la construction de bâtiment, les jeunes se voient délivrer un certificat de participation au chantier école par le METFP. Ce certificat leur permettra par la suite de travailler ou de trouver un emploi dans le secteur bâtiment.



FOCUS SUD

Madagascar restant exposé à des risques naturels considérables, l'effet cumulatif de l'insuffisance des précipitations au cours de la campagne agricole 2014/2015 ainsi qu'un déficit important et prolongé des pluies à cause du phénomène climatique El Niño, ont déclenché une grave sécheresse dans le Grand Sud du pays. La seconde campagne d'évaluation sur la situation humanitaire menée en juillet-août 2016, au niveau des régions d'Androy et Anosy, notait que sur une population de 1,8 million, plus d'1 210 000 personnes étaient affectées par la sécheresse, dont près de 600 000 en situation d'insécurité alimentaire sévère. Cette situation a amené le PNUD à considérer, à partir de 2017, un repositionnement central des activités opérationnelles dans les régions les plus affectées dans le cadre d'un programme de relèvement initié par le Gouvernement. De plus, le PNUD a appuyé le Gouvernement à se doter d'un Plan de Relèvement et de Résilience, en réponse à la sécheresse qui sévit de façon récurrente dans le Grand Sud de la Grande Ile. Ce plan concerne notamment les districts d'Ampanihy, Betioky pour la Région Atsimo Andrefana, les districts d'Ambovombe, Bekily, Tsihombe, Beloha pour la Région Androy et le district d'Amboasary pour la Région Anosy. Cet appui est complété par un renforcement de la présence et du rôle du BNGRC dans la région de l'Androy.

Par ailleurs, en tant qu'agence du Système des Nations Unies, les interventions du PNUD répondent aux deux premiers effets de l'UNDAF[1] et contribuent à ce titre à l'approche Delivering as one / Unis dans l'action qui permet à toutes les agences du Système des Nations Unies d'agir de manière coordonnée et complémentaire. Cette approche a ainsi le mérite de maximiser l'impact des changements au niveau national.

Les années 2016 et 2017 ont été marquées par :

- la **sécheresse** déclenchée par les effets du changement El Niño dans le Sud du pays depuis septembre 2015. Cette crise a créé une situation de précarité sans précédent touchant notamment sept districts des Régions d'Atsimo Andrefana, Androy et Anosy, considérées comme les plus pauvres de Madagascar ;
- le passage du **cyclone Enawo**, le 7 mars 2017, qui a ravagé le Nord Est, le Centre-Est et les Hautes Terres, avec des vents violents et des inondations ;
- l'**épidémie de peste**, débutée au mois d'Octobre 2017, bubonique et pulmonaire urbaine qui s'est répandue dans plusieurs régions de l'Ile.

Face à ces situations de crises, le PNUD à travers son appui aux parties nationales, a développé une démarche globale qui a intégré le relèvement et l'appui au processus de résilience des victimes et ainsi préparer le développement.

1 Effet 1 : Les populations vulnérables, dans les zones d'intervention accèdent aux opportunités d'emplois, améliorent leurs capacités de résilience, et contribuent à une croissance inclusive et équitable pour un développement durable.

Effet 2 : Les institutions publiques, la société civile et les médias au niveau central et décentralisé, exercent efficacement leurs rôles et son redevables pour une gouvernance apaisée, protectrice des droits humains.

Pour ces actions, la stratégie adoptée par le PNUD consiste à :

1. Développer une approche intégrée de relèvement associant à la fois :

- l'utilisation d'emploi d'urgence afin de permettre aux populations victimes de se relever rapidement des dégâts cycloniques ;
- la promotion d'activités génératrices de revenus articulée à une éducation financière et l'appui au business plan ;
- le renforcement des capacités techniques, organisationnelles et institutionnelles des acteurs locaux (association, collectivités) pour assurer le suivi des actions de relèvement.

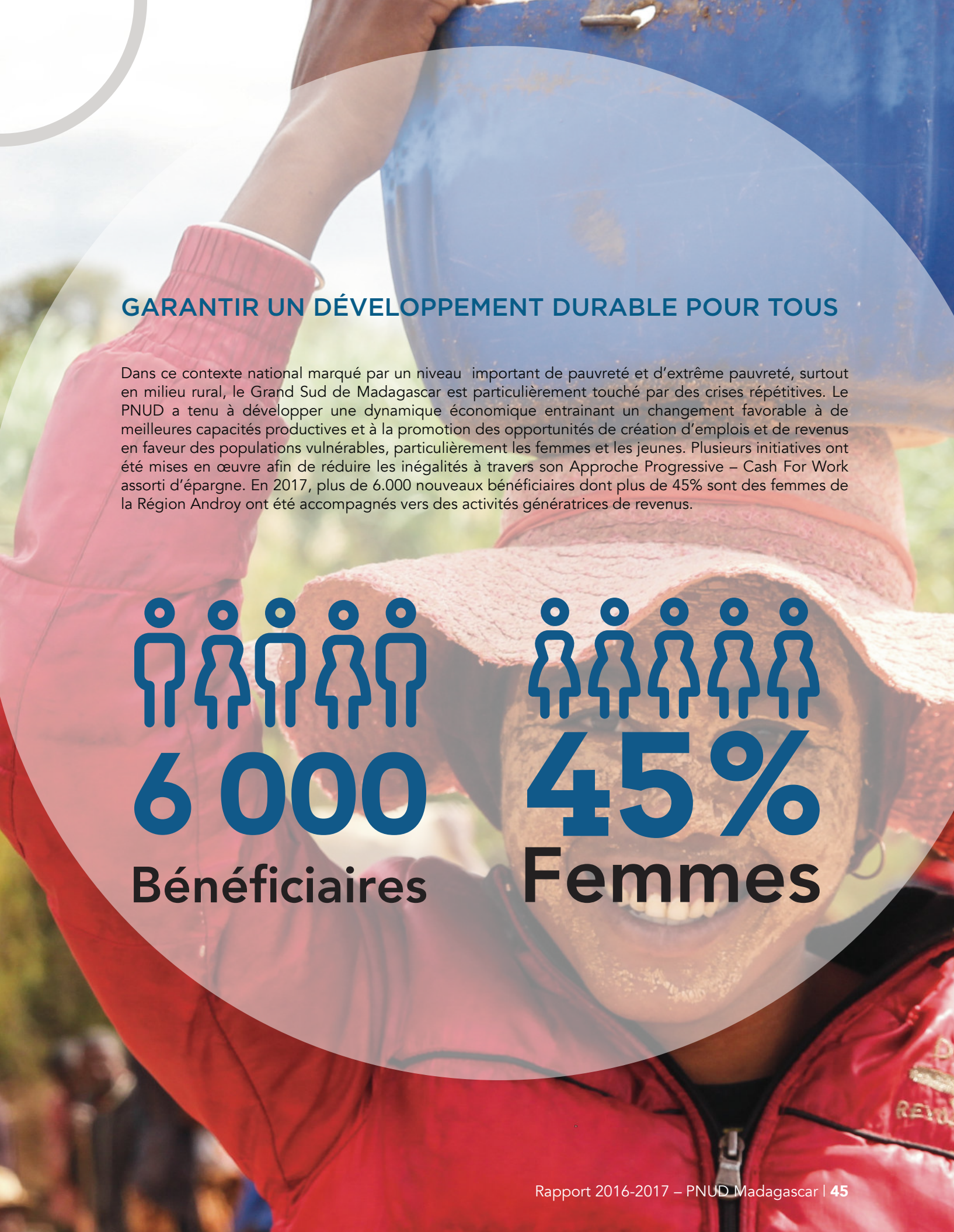
2. Promouvoir une approche multi-acteurs dans la mise en œuvre des actions et le succès de l'entreprise dans le cadre :

- de la mobilisation des différents acteurs locaux, chacun dans son domaine de compétences et d'expertises ;
- du renforcement de la synergie entre les différents acteurs engagés ;
- de la création de la convergence entre les acteurs locaux en vue de promouvoir et de développer une dynamique de collaboration pour assurer le succès.

3. Renforcer le leadership de la commune dans le cadre:

- de l'appui à l'amélioration de la gouvernance communale à travers la mise en place de mécanismes de communication, d'information, de concertation et de coordination des acteurs ;
- de l'appui à la mobilisation des ressources fiscales et parafiscales pour donner à la commune les moyens d'atteindre ses objectifs.

Restitution de travaux de groupe lors de l'atelier de Réflexion pour la mise en œuvre d'un Plan de Relèvement et Résilience face à la sécheresse dans le Grand Sud de Madagascar en juin 2016.



GARANTIR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE POUR TOUS

Dans ce contexte national marqué par un niveau important de pauvreté et d'extrême pauvreté, surtout en milieu rural, le Grand Sud de Madagascar est particulièrement touché par des crises répétitives. Le PNUD a tenu à développer une dynamique économique entrainant un changement favorable à de meilleures capacités productives et à la promotion des opportunités de création d'emplois et de revenus en faveur des populations vulnérables, particulièrement les femmes et les jeunes. Plusieurs initiatives ont été mises en œuvre afin de réduire les inégalités à travers son Approche Progressive – Cash For Work assorti d'épargne. En 2017, plus de 6.000 nouveaux bénéficiaires dont plus de 45% sont des femmes de la Région Androy ont été accompagnés vers des activités génératrices de revenus.

6 000
Bénéficiaires

45%
Femmes

Le PNUD adopte une approche de développement progressif pour réduire l'extrême pauvreté.

En misant sur le choix des travaux communautaires répondant à un besoin d'intérêt général, comme la réhabilitation de pistes rurales, la promotion du développement local est visée en favorisant les échanges commerciaux et le développement des chaînes de valeurs. A ce jour, dans le district d'Ambovombe, 32 km de piste sont en cours de réhabilitation, bénéficiant directement à près de 2 000 ménages. Une réhabilitation de barrage d'irrigation est également en cours dans la commune d'Andalatanosy, bénéficiant directement à 820 personnes.

Réhabilitation d'une piste communale Ambovombe – Tsimananada – Erada District Ambovombe

Une problématique qui affecte le Grand Sud, est celle de l'enclavement. En effet, cet enclavement est essentiellement dû en premier lieu au mauvais état des routes et des pistes reliant les districts, communes et fokontany entre eux. Cela empêche fortement la sortie des produits agricoles de leurs lieux de production vers les marchés ainsi que d'autres activités socio-économiques. Pour contribuer à améliorer la situation, la réhabilitation du tronçon reliant les Communes d'Ambovombe, Tsimananada et Erada a été entamée.

Secteur : Relèvement précoce

Couverture : 4 communes, 55 fokontany

Longueur du tronçon : 19 km reliant

Ambovombe-Tsimananada- Erada – Axe RP272

Nombre de bénéficiaires :

Direct = 850 personnes (dont 40 % de femmes).

Indirect = 850 ménages à raison de 8 personnes par ménage en moyenne

Durée des travaux : 60 jours ouvrables

Mode d'exécution des travaux : Approche HIMO structurée

Type de travaux réalisés :

Débroussaillage et dessouchage de cactus (raketa)

Désensablement ;

Reprofilage léger et fouille pour dépotoirs

Remblai d'emprunt

Réalisation d'Ouvrages : création de 5 radiers, 2 cunettes, fossés latéraux et fossés en crête.

Bailleurs : PNUD et Fonds Central Emergency Response Fund (CERF)

Partenaires de mise en œuvre : Ministère de l'Economie et du Plan - Ministère des Travaux Publics

Impact à court terme : Réduction de l'extrême pauvreté en fournissant aux populations vulnérables bénéficiaires des moyens de subsistances immédiats, la reconstitution des actifs et en les accompagnant dans le développement d'activités génératrices de revenus

Impact à long terme : Développement économique et croissance inclusive au sein des communes avec la facilitation des échanges commerciaux et le développement des chaînes de valeurs grâce aux pistes réhabilitées

Réhabilitation barrage de retenue d'eau MIEVA à Marolinta – District Beloha

La commune de Marolinta, dans le district de Beloha (Androy), comporte 13 fokontany et 7332 habitants. L'accès à l'eau constitue un grand problème pour cette commune, alors que l'agriculture, et surtout l'élevage (bovins, ovins, caprins), principales activités de la région, ont été sérieusement affectés par la sécheresse. Cela a impacté les moyens de subsistances de nombreuses familles, réduisant ainsi la capacité de résilience de la population et la situation économique de la région. La reconstruction d'un réservoir d'eau devait être mise sur pied afin de relancer et d'améliorer les filières élevage et agricole. Cette construction a été réalisée pour servir de stockage d'eau, pouvant tenir jusqu'à 10 mois, pour les populations ainsi que les animaux domestiques des 13 Fokontany de la commune de Marolinta.Les travaux de réhabilitation ont été entamés en **Novembre 2016.**

Les travaux ont été effectués selon l'approche progressive, c'est-à-dire réaliser les travaux sous modalité Cash for Work. **410** personnes, issues des 13 fokontany ont été mobilisées pendant 60 jours à cet effet. Une partie des salaires des bénéficiaires est versée dans leur compte épargne ouvert auprès de l'Institut de Micro Finance (IMF) pour servir de fonds de démarrage pour leurs activités génératrices de revenu (AGR) à la fin des travaux.

Les travaux ont été réalisés sous la maîtrise d'œuvre du Génie Rural/ DRAE et sous la supervision de l'équipe locale du PNUD, et avec la participation de la communauté locale. Il est à noter qu'aucune entreprise de BTP n'a été impliquée dans la conception et la réalisation des travaux. Pour les matériaux de construction, une partie (sable, transport de l'eau) a été apportée par la communauté sous forme d'apport bénéficiaire tandis que le reste était pris en charge par le PNUD.

05

DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE ET RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS

LE TRAVAIL DU PNUD DANS L' ENVIRONNEMENT

3ème

pays au monde le plus vulnérable aux changements climatiques avec une forte exposition aux cyclones, à la sécheresse et aux innondations

2%

du territoire représenté par des aires protégées

L'objectif du PNUD est d'encourager la transition vers un développement durable en évitant des dommages irréversibles à l'environnement et dans lequel la croissance bénéficierait à tous, y compris aux groupes pauvres et marginalisés.

Le PNUD est convaincu que si les communautés, la société civile, le secteur privé et les acteurs étatiques à tous les niveaux prennent en main la conservation de la biodiversité et la gestion durable des ressources naturelles ; et si des mesures et technologies d'adaptation adéquates sont développées et mises en œuvre pour faire face au changement climatique et aux risques de catastrophes naturelles ; alors la gouvernance environnementale inclusive sera instaurée, les espaces naturels protégés deviendront de véritables infrastructures vertes favorables à la croissance économique durable, la perte de la biodiversité sera réduite, la séquestration de carbone sera renforcée, et les communautés auront accès à des moyens de subsistance durables. Par conséquent, la conservation de la biodiversité et la gestion des ressources naturelles garantiront la résilience des communautés et deviendront un point levier du développement durable.

Ainsi, la conservation et la protection de l'environnement sont privilégiées à travers l'intégration des considérations environnementales dans les politiques sectorielles, dans les politiques d'exploitation et de conservation des ressources naturelles afin d'assurer une harmonie pérenne entre la conservation et la réduction de la pauvreté des communautés.

Le portefeuille environnement du PNUD a été marqué en 2016 et 2017 par l'ouverture de quatre nouveaux projets qui visent le relèvement de nouveaux défis, et la clôture du projet de gestion des nouvelles aires protégées qui ouvre désormais la voie à de nouveaux modes de gouvernance, de protection et de conservation des espaces naturels fragiles.

NOUVEAUX PROJETS NOUVEAUX DÉFIS

En 2016, a eu lieu le démarrage du projet de réduction des émissions des polluants organiques persistants non-intentionnels (UPOPs) et de mercure dans le secteur de la santé à Madagascar. Il s'agit d'un projet régional de grande envergure financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) dans quatre pays sub-sahariens : Ghana, Madagascar, Tanzanie et Zambie. Il vise à réduire les émissions nocives issues du secteur de la santé, en mettant en place les meilleures pratiques environnementales et en introduisant des technologies de traitement des déchets médicaux sans incinération couplée à l'usage de matériels médicaux sans mercure. 3 hôpitaux et 2 centres de santé à Antananarivo seront ainsi accompagnés dans le cadre du projet.

Traitement de déchets sans incinération (Antananarivo)

3 Hopitaux

2 CSB

PROJET DE RÉDUCTION DES UPOPs

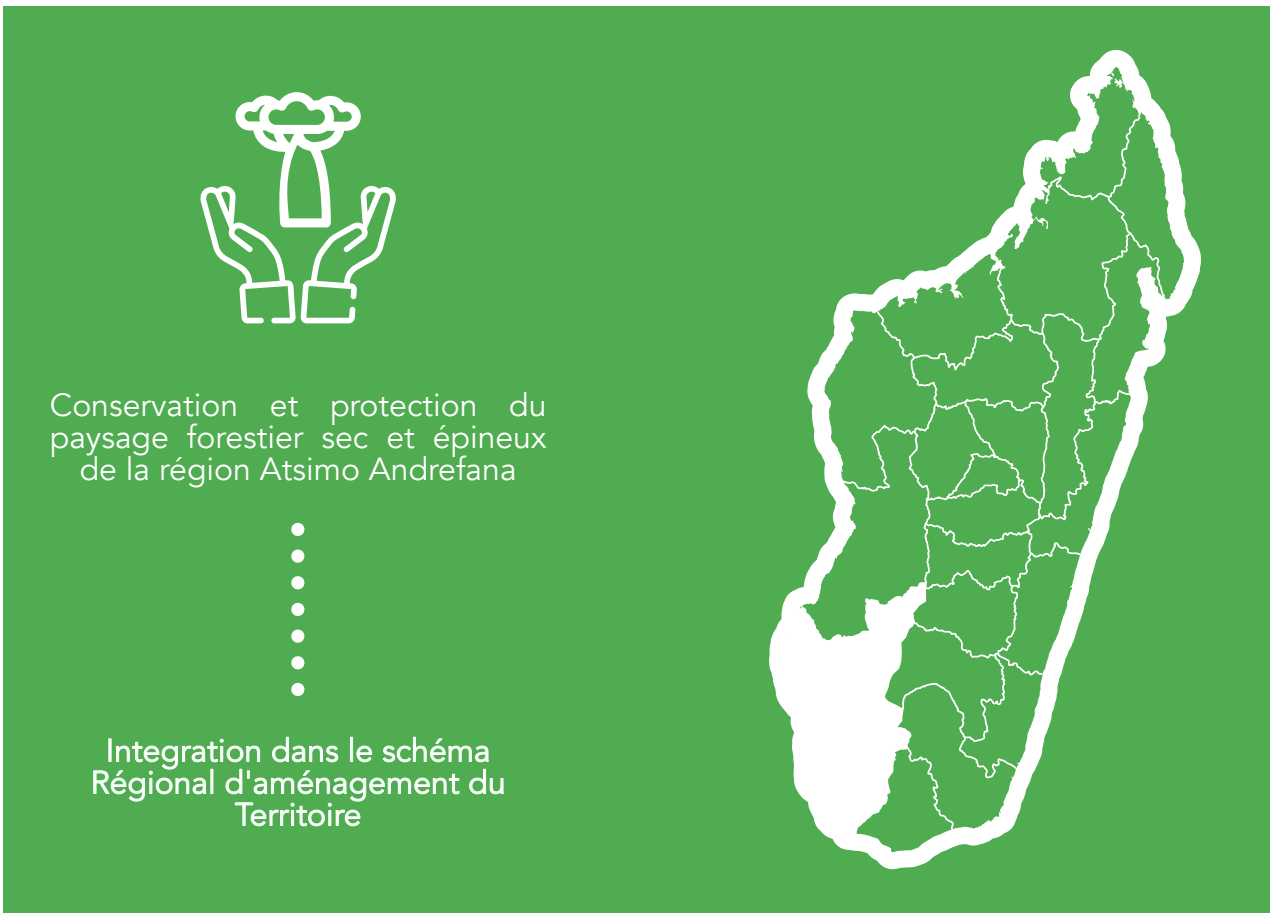
Parmi les activités qui ont été menées dans le cadre du projet figurent :

La dissémination de la Politique Nationale de Gestion des déchets médicaux ;

- L'élaboration de Guide Technique National et du Livret Technique en Gestion des déchets médicaux ;
- La formation de 29 agents de santé en Meilleures Pratiques Environnementale en matière de gestion des déchets médicaux ;
- La formation de 30 personnels de santé en technologie sans incinération des déchets médicaux et en WASH FIT ;
- Lancement de la procédure d'obtention des autoclaves pour de meilleures techniques environnementales dans les centres de santé ciblés.

Le Projet Amélioration des Capacités d'Adaptation et de Résilience au Changement climatique dans les Communautés Rurales (PACARC) dans les régions Analamanga, Atsinanana, Atsimo Andrefana, Androy et Anosy, également financé par le FEM, a été lancé en 2017. Le personnel de la Direction Générale de la Météorologie et du Bureau National de Coordination du Changement Climatique a reçu la formation sur les outils et logiciels de prévision météorologique et de modélisation (Système d'exploitation Linux et modèle numérique Weather Research and Forecasting /WRF).

Dans la même année, toujours grâce à un financement du FEM, le lancement du projet Approche Paysage pour la Conservation et la Gestion de la Biodiversité menacée de Madagascar, a permis de focaliser les efforts de conservation et de protection du paysage forestier sec et épineux de la région Atsimo Andrefana. L'objectif étant d'intégrer la biodiversité et les ressources naturelles dans le Schéma Régional d'Aménagement du Territoire.

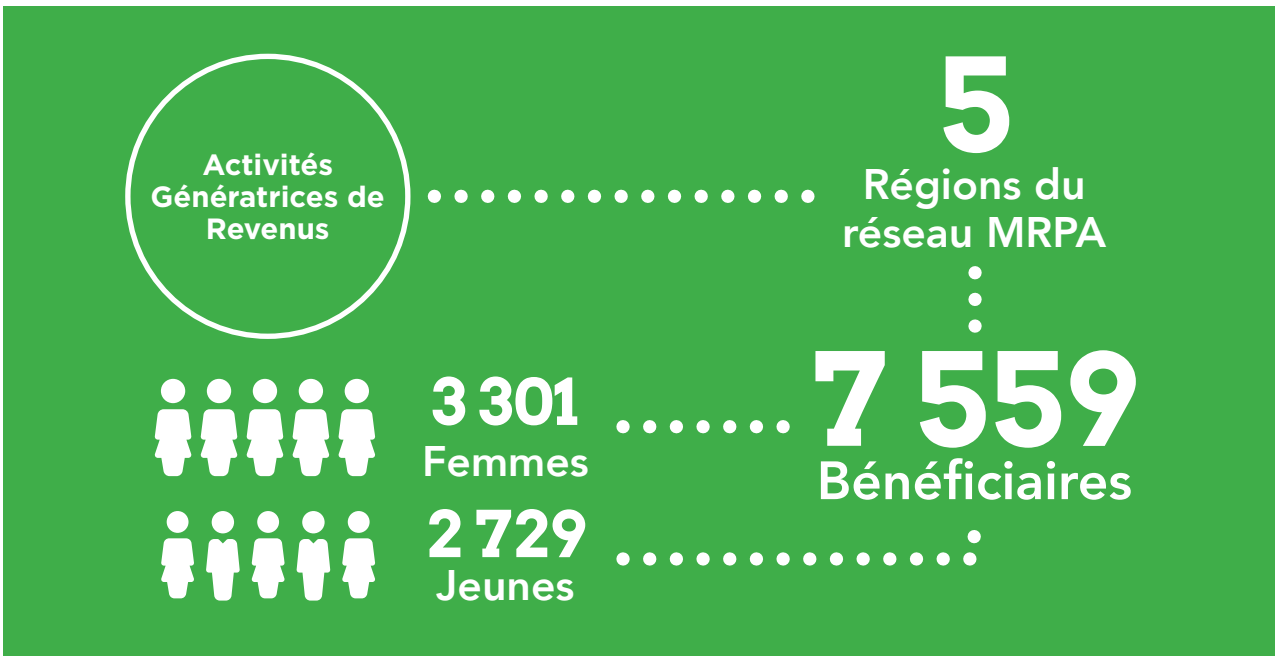


DES AIRES PROTÉGÉES MODÈLES À MADAGASCAR

Démarré en mars 2013 par le PNUD, avec un financement du FEM et en partenariat avec le Ministère de l'Environnement, de l'Écologie et des Forêts (MEEF), le Projet Managed Resources Protected Area ou Réseau d'Aires Protégées de Ressources Gérées (MRPA) avait pour mission d'appuyer la création et la gestion de 1,4 million d'hectares de nouvelles aires protégées de catégorie V et VI. La conservation de la biodiversité, le développement économique et la pérennité financière à travers la gestion conjointe et la gouvernance locale ont été les défis relevés pendant les cinq années de mise en œuvre avec les principaux partenaires du projet.

La mise en place de ce réseau a permis de raisonner en termes de paysage et de territoire des aires protégées pour faciliter la lutte contre les divers trafics en plus de la réduction de la pauvreté, la création d'emplois verts et la résilience aux différentes menaces telles les aléas climatiques. Afin de réduire la pression sur les ressources naturelles des dix aires protégées, le PNUD, dans le cadre du renforcement des moyens de subsistance des communautés, a appuyé la création d'activités génératrices de revenu (AGR) et d'emplois verts compatibles avec la conservation des ressources naturelles. 7 559 dont 3 301 femmes et 2 729 jeunes ont eu accès aux activités génératrices de revenus et à l'emploi dans les 5 régions concernées par le réseau MRPA.

Le PNUD a également appuyé la mise en place de chartes de responsabilité amorçant une phase de gestion effective des aires protégées. Le mode de gestion adopté pour tous les sites MRPA est la



cogestion entre les gestionnaires délégataires, les structures de concertation régionales et les communautés de base. Des mécanismes pérennes de contrôle et de surveillance y sont développés afin de garantir la préservation des ressources contre les délinquants.

L'organisation d'un forum, couplé à une stratégie de mobilisation de ressources, afin de rehausser les partenariats avec le secteur privé et les partenaires techniques et financiers a été tenu en 2017 afin de soutenir la viabilité et la pérennité des chaînes de valeur de cacao, café, poivre, tourisme et fibres végétales.

Aujourd'hui, la capacité institutionnelle des parties prenantes présente un cadre favorable de gouvernance décentralisée du réseau MRPA assurant la conservation de la biodiversité et la croissance économique durable basée sur les ressources naturelles, et amorce le retrait progressif du PNUD dans le soutien à ce réseau.

5

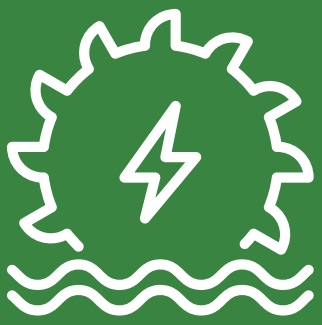
Aires protégées

cogérées pour lutter contre les trafics illégaux des espèces menacées

1764

Agents de surveillance communautaire

jouent un rôle majeur dans la prévention et la répression du braconnage et des pratiques destructrices des ressources naturelles



Construction d'une Pico Centrale HydroElectrique

(en collaboration avec la Fondation Tany Meva) avec mise en place du mécanisme de paiements pour les services environnementaux en faveur de 300 ménages de Bemanevika.

+7000

Personnes vulnérables

dont 43% de femmes, bénéficiant d'activités génératrices de revenus

842

Emplois verts

+7500 Activités génératrices de revenus dans le respect de la conservation et de la protection des ressources.

Des centaines

de leaders locaux, d'agent communautaires et de formateurs qui assurent une gestion de proximité des aires et une sensibilisation des populations

Stratégie d'autonomisation

en partenariat avec le secteur privé SIGMA / T'TELO dans l'aire protégée Ampasindava pour la promotion de la chaîne de valeur miel

Amberivery Mazava :

Le village illuminé

Le village d'Amberivery a le privilège d'être un important réservoir d'eau naturel pour les bassins versants de la Région de Sofia. Afin de marier conservation et développement durable, le Réseau MRPA, en partenariat avec la Fondation Tany Meva et l'Agence de Développement et de l'Electrification Rurale (ADER), a appuyé les villageois dans la construction d'une PICO Centrale Hydroélectrique.

Cette installation d'approvisionnement d'énergie décentralisée permet de générer de l'électricité renouvelable et non polluante via un réseau long de 4,5 km et sécuriser la ressource en eau. La population témoigne: « les femmes peuvent s'adonner à des activités génératrices de revenus avec la couture à la machine ou encore la conservation de poissons à des fins commerciales. En plus, depuis que cette centrale a été installée, nous avons rebaptisé notre village, il ne s'appelle plus Amberivery, mais Amberivery Mazava : le village illuminé »

Relever le défis de la protection de l'environnement

Madagascar abrite 5% de la biodiversité mondiale avec 15 types d'écosystème terrestres et 26 types d'écosystèmes marins. l'Ile étant classée parmi les pays à hotspot de biodiversité, il est crucial de développer des outils stratégiques et opérationnels qui permettent la conservation, la valorisation et la protection des ressouces naturelles. C'est le but du Réseau d'Aires Protégées de Ressources Gérées (MRPA) qui couvre 1,5 millions d'hectares d'aires protégées au sein de 5 régions de Madagascar avec l'appui des communautés.

BÂTIR LA RÉSILIENCE ET RÉDUIRE LA VULNÉRABILITÉ FACE AUX RISQUES, CHOCS ET CATASTROPHES

L'appui du PNUD en gestion des risques et catastrophes et en renforcement de la résilience de la population a permis de faire de grands pas dans la mise en place de cadres institutionnels, législatifs et politiques efficaces pour améliorer la gestion des catastrophes et des risques climatiques à Madagascar.

L'appui à la structuration locale et la dotation d'outils de planification et de suivi ont permis d'intégrer des systèmes de prévention des risques, de résilience des communautés aux chocs et le relèvement au sein des Plans de Développement Local Inclusif et Intégré de 12 collectivités locales décentralisées.

La capacité du gouvernement en matière de préparation, de réponse aux catastrophes et de relèvement précoce a été également renforcée. Cet appui a conduit à l'élaboration du Plan National de mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Gestion des Risques et Catastrophes qui détermine les échéances clés à tenir en compte, les indicateurs d'objectifs et les actions concrètes à réaliser découlant de la stratégie qui a la vision d'une nation résiliente aux chocs, protégée de tous dégâts, dans sa dimension sociale, culturelle, économique et environnementale pour un développement durable.

Ce document précise aussi les rôles et attributions de chaque partie prenante de la GRC/RRC.

Le PNUD a également appuyé l'élaboration et le processus de validation des plans de contingences qui visaient à prendre en charge plus de 2,9 millions de personnes vulnérables en 2016 si des cas d'inondations et de cyclones étaient avérés.

Lendemain du cyclone Enawo, les habitants de la Région SAVA essayent de sauver des inondations ce qui reste de leur biens. Mars 2017.

En réponse aux conséquences du passage du cyclone Enawo, trois actions coordonnées ont été réalisées dans les zones dévastées à savoir :

- l'accompagnement de la Commune d'Antalaha dans le nettoyage de la plage ;
- la mise en place d'une initiative « argent contre travail assorti d'épargne » pour les groupes vulnérables avec éducation financière et épargne, couplée au développement d'activités génératrices de revenus ;
- le renforcement des capacités techniques et matérielles d'intervention, ainsi que d'offres des services de la commune urbaine d'Antalaha (dotation de matériels informatiques, matériels d'assainissement et de mobiliers de bureaux).

Réponse à l'épidémie de peste

Bien que la peste soit endémique à Madagascar, la saison a démarré avec un mois d'avance par rapport à son début normal. Le nombre total des cas officiellement enregistrés en date du 30 Octobre est de 1.192 répartis au niveau de 40 districts sur 114, avec 124 personnes décédées. Ce qui est déjà trois fois supérieur au nombre moyen annuel recensé pendant une saison pesteuse, généralement de septembre à avril.

Pour endiguer l'épidémie en complémentarité avec les efforts humanitaires, le Gouvernement Malagasy et ses partenaires ont élaboré un plan de réponse conjoint lequel visait à interrompre la transmission interhumaine de la peste pulmonaire dans les grandes villes affectées, à limiter l'extension de l'épidémie vers les autres régions du pays, à réduire l'incidence de cas de peste bubonique, en particulier dans les zones rurales endémiques. C'est dans ce cadre que le PNUD a contribué à la mise en œuvre du plan en apportant des appuis en matière :

- d'acquisition de matériels, équipements et fournitures diverses aux Centres de coordination régionale de la peste appuyé par le Bureau National de Gestion des Risques et Catastrophes (BNGRC) en tant qu' institution nationale responsable de la coordination intersectorielle de la réponse;
- de prise en charge des moyens de déplacement des équipes mobiles pour assurer le suivi dans les régions les plus affectées ;
- l'étude d'impact économique de l'épidémie.

Accompagnement de la commune d'Antalaha dans le déblayage des débris échoués sur la plage après le passage du cyclone Enawo en mars 2017.

Madagascar est le 3ème pays au monde le plus vulnérable aux changements climatiques et par conséquent très exposé aux cyclones, à la sécheresse et aux inondations. Les appuis du PNUD dans la gestion des risques et catastrophes ont permis de doter le pays d'outils et de dispositifs de préparation et de réponse. Ces interventions ont aussi permis d'améliorer les capacités du gouvernement et des populations en relèvement précoce.

Marie Beby, 50 ans, a subi les dégats du cyclone Enawo en mars 2017. Pour elle, l'alerte précoce diffusée à la radio trois jours avant le cyclone a permis de limiter les dégâts : « Il y a eu beaucoup de cyclones qui sont passés dans notre localité d'Antalaha, celui qui nous a le plus affecté était Hudda, puis il y a eu Gafilo. Avec Enawo, lorsqu'on a eu l'alerte précoce, il y a eu trois jours pour se préparer. Le cyclone a fait des dégâts, mais on a pu mieux s'en sortir. On a suivi plusieurs formations pour se préparer au passage de cyclone. Nous essayons de faire face pour réduire les dommages occasionnés par les cyclones ».

06

LE PROGRAMME DE VOLONTARIAT DES NATIONS UNIES : ENGAGEMENT INTERNATIONAL ET NATIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT

Le Programme des VNU

Rattaché administrativement au PNUD, le Programme des Volontaires des Nations Unies (PVNU) est, au sein du Système des Nations Unies, chargé à la fois de promouvoir le volontariat pour la Paix et le Développement, et de mobiliser des volontaires en appui aux projets et programmes de développement. Les Volontaires des Nations Unies (VNU) ont l'opportunité de créer le changement salutaire et d'influer positivement sur les conditions de vie des personnes. Leur rôle est celui de modérateurs et de catalyseurs.

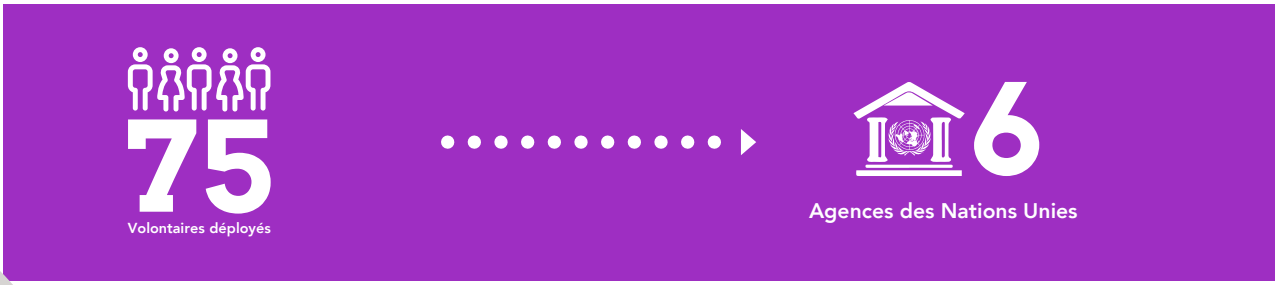
Le Programme des Volontaires des Nations Unies est actif à Madagascar depuis 1988. En 2016-2017, 75 volontaires ont été déployés auprès de 6 agences des Nations Unies. Ils se sont principalement investis en appui à la jeunesse, à la résilience communautaire et dans l'accès aux services sociaux de base. Parmi les volontaires, on dénote un contingent relativement important de VNUs nationaux jeunes âgés de 18 à 29 ans, afin de leur permettre de contribuer à la paix et au développement humain durable, tout en développant leurs propres compétences, leur expertise et leurs capacités d'engagement civique.

7 jeunes volontaires des Nations Unies ont été affectés au sein des Maisons Des Jeunes (MDJ) installées dans les chefs-lieux des régions d'intervention du PNUD dont Ambovombe, Farafangana, Manakara, Morondava et Toliara pour appuyer ces structures de renforcement des capacités et d'encadrement des jeunes. Les VNUs jeunes contribuent à porter la voix de la jeunesse dans le dialogue sur le développement et aident les jeunes à déployer pleinement leur potentiel social, économique et humain.

18 volontaires des Nations Unies, jeunes et une majorité de spécialistes, ont contribué au niveau communautaire à appuyer le renforcement de la structuration locale, la formation en agro-élevage, le développement d'activités génératrices de revenus et l'accompagnement professionnel des jeunes.

7 VNUs internationaux ont également renforcé l'équipe du PNUD dans l'appui à la mise en œuvre des activités pré-électorales, la consolidation de la paix, le suivi-évaluation et la communication.

D'un point de vue programmatique, le Programme VNU poursuit son appui à la Coordination Nationale du Volontariat et à la société civile dans les activités de promotion du volontariat pour le développement et de mobilisation de volontaires. Des volontaires de la Coordination Nationale pour la Promotion



du Volontariat (CNV) ont été déployés en appui à la célébration de la fête nationale de Madagascar en juin 2016 et 2017, à la Journée Mondiale de Lutte contre le Sida 2016, à la Journée Mondiale de la Paix 2016 ou encore en appui au sommet de l'Organisation Internationale de la Francophonie accueilli par Madagascar en novembre 2016. La Journée Nationale du Volontariat et la Journée Internationale du Volontariat ont été célébrées dans les régions et dans la capitale avec les partenaires du gouvernement et les acteurs du volontariat national et international.

RÉALISATIONS MARQUANTES

Le lancement, en 2017, du « Programme de soutien à l'engagement des jeunes, à travers le volontariat, pour contribuer à la paix, au développement et à la cohésion sociale à Madagascar ». Concrètement à l'issue du programme de trois ans, un dispositif national de volontariat durable pourra être opérationnalisé sur l'ensemble du territoire grâce aux outils développés pour cela et aux leçons apprises de cette phase pilote menée dans deux régions. Les compétences acquises via le volontariat par les jeunes (life-skills au sens large) seront identifiées, diffusées et faciliteront leur insertion professionnelle et citoyenne et l'application de la loi sur le volontariat sera rendue effective.

Pour la troisième édition du Rapport sur l'État du Volontariat dans le Monde, le Programme des Volontaires des Nations Unies, a réalisé une enquête globale sur la contribution du volontariat, formel et informel, à la résilience communautaire. L'enquête qualitative de terrain a été réalisée d'avril à juillet 2017 dans 15 pays à travers le monde.

A Madagascar, la recherche a été effectuée dans la commune de Milenaka et s'est essentiellement penchée sur l'analyse du volontariat traditionnel et communautaire. Les résultats seront publiés dans le rapport mondial sur l'état du volontariat 2018.

Le déploiement de 400 volontaires en appui à la sensibilisation de plus de 150 000 personnes sur les moyens de prévenir et de répondre adéquatement à l'épidémie de peste qu'a connu le pays en 2017.

Le lancement des initiatives volontaires pour le développement, en 2016, qui est un appel à projet destiné aux VNUs désireux de mettre en place sur leur lieu d'affectation des activités de développement visant à promouvoir le volontariat et l'engagement civique. 4 appels à projets ont été lancés en 2016-2017 et une douzaine d'activités ont été réalisées principalement en appui à la résilience communautaire et en appui à la jeunesse.

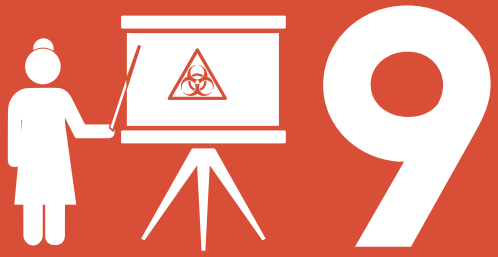
INTÉGRER LES DOMAINES TRANSVERSAUX

Relever les défis du développement à Madagascar nécessite la prise en compte d'outils et des méthodologies innovantes via un soutien aux populations les plus marginalisées, la protection des droits de l'homme, ainsi que la participation active des femmes et des jeunes au processus du développement.

PROMOTION DU GENRE

L'importance accrue de la considération du genre dans la Santé Publique a permis la nomination de 16 femmes points focaux au sein du réseau mondial des Hôpitaux Verts ou « Global Green Healthy Hospitals » à Madagascar. 9 femmes sont actuellement des formatrices nationales en gestion des déchets médicaux selon les meilleures pratiques environnementales, et 4 d'entre elles sont des agents de santé travaillant dans les hôpitaux dont le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) d'Antananarivo. Par ailleurs, la participation des femmes à l'appui à l'assurance qualité technique et à la mise en place des meilleures pratiques environnementales pour la gestion des déchets médicaux à Madagascar est assurée grâce à leur implication dans le groupe technique national de travail composé à 59% de femmes (13/22 membres).

Les 58 communes de la Région Androy regroupées au sein de 9 pôles intercommunaux de développement ont bénéficié d'un appui en planification et budgétisation sensible au genre. Il s'agit à la fois d'identifier les problématiques liées au genre, et d'en prioriser les actions pour adresser les contraintes qui pèsent sur les femmes et les jeunes comme acteurs à part entière du développement. Les ateliers d'élaboration du Plan Régional de Développement organisés dans les 4 districts de l'Androy, en collaboration avec FIDA et l'Union Européenne, ont également vu aussi une forte participation des jeunes et des femmes.



9

Femmes formatrices nationales en gestion des déchets médicaux

58

Communes de la région Androy ont bénéficié d'un appui en planification et de budgétisation sensible au genre

Bien que dans le cadre de l'appui aux collectivités une approche de planification et de budgétisation sensible au genre ait été développée, des résultats tangibles restent à venir. L'une des actions priorisées est l'amélioration du service de l'état civil (dotation des matériels et formation des techniciens) et la mobilisation des ressources fiscales et parafiscales afin d'accroître l'offre de service à la population en général, et aux groupes vulnérables en particulier (pauvres, jeunes et femmes).

La célébration du Sommet pour le bien social sous le thème : « Quels rôles pour les femmes à Madagascar » a permis au PNUD de créer un espace de dialogue, de partage d'expérience, et de sensibilisation sur ce que les femmes ont vécu et veulent vivre d'ici 2030 à Madagascar. Cette initiative a permis d'apprécier la façon dont le potentiel des femmes peut être libéré afin de les inspirer, les impulser pour rendre Madagascar meilleur sur différents plans (professionnel, personnel, politique, artistique, etc). Une centaine de personnes ont pu donc être sensibilisées par les témoignages de 10 femmes issues de divers horizons qui ont du fait de leurs interventions, soutenu le plaidoyer national pour l'autonomisation des femmes et fait valoir également les réalisations dans ce domaine en contribution à l'Agenda 2030.

RÉALISATIONS MARQUANTES

7057

3282

bénéficiaires du renforcement de capacité

25 136

bénéficiaires des actions de renforcement des moyens de subsistance durable

DONT

45%

femmes

7 559

bénéficiaires d' activités génératrices de revenu autour des aires protégées

DONT

44%

femmes

Appui au sein des cliniques juridiques

6 520

Bénéficiaires des appuis apportés au sein des cliniques juridiques

DONT

78%

femmes

1 221 180

Nouveaux électeurs

DONT

45%

femmes

Programme de soutien à l'engagement des jeunes à travers le volontariat

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET ROLES DE LA JEUNESSE

Le PNUD Madagascar continue à intégrer la dimension jeune dans les programmes, les projets et les activités qu'il soutient.

Le ciblage spécifique des jeunes parmi les bénéficiaires des projets a conduit notamment à ce que :

- Plus de 500 000 jeunes sont nouvellement inscrits dans la liste électorale lors de la révision annuelle de la liste électorale 2016-2017
- Plus de 2700 jeunes ont de nouvelles sources de revenus au sein des activités menées dans le cadre du projet sur les aires protégées des ressources gérées et 430 jeunes ont bénéficié d'emplois verts
- Plus de 5000 jeunes fréquentaient les maisons des jeunes et participaient aux activités proposées au cours du 1er semestre 2017

Dans le domaine de la promotion de la participation des jeunes à l'atteinte des ODD, le PNUD a soutenu la rencontre de 700 jeunes des 22 régions de Madagascar en appuyant particulièrement la préparation des échanges sur le « Dialogue pour la Paix » lors de la journée internationale de la jeunesse. Ceci a abouti à une proposition de déclaration des jeunes sur leur rôle dans la promotion de la paix « La jeunesse, artisan de la paix ».

Le PNUD a également soutenu la participation de Madagascar au Sommet Youth Connekt Afrique du 19 au 21 juillet 2017 à Kigali Rwanda.

Ce sommet, organisé conjointement par le gouvernement rwandais, le Programme des Nations Unies pour le Développement et la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement sous le thème « du potentiel au succès », visait à faciliter le réseautage des jeunes engagés à contribuer à la réalisation des ODD, à trouver les moyens de créer des opportunités d'emplois pour les jeunes, de mieux renforcer leur éducation et la promotion de leurs talents. La promotion de la participation citoyenne et du leadership des jeunes, l'autonomisation des jeunes filles, ainsi que les apports de la technologie et de l'innovation pour le développement ont été également traités.

Trois représentants de jeunes de Madagascar étaient présents à ce sommet africain des jeunes. La concrétisation de leur plan d'action de capitalisation des acquis du Sommet a abouti à l'organisation d'un Sommet National des Jeunes du 11 au 15 décembre 2017 avec la participation de 4 jeunes par région du pays. Le PNUD a accompagné la préparation de ce sommet sous le lead de l'organisation de jeunes ayant participé à Youth Connekt et soutenu par deux ministères (MJS et MEP), d'autres partenaires clés, dont l'Ambassade Américaine, la Banque Mondiale, la FES, l'Organisation Internationale de la Francophonie, l'EISA, Marie Stopes, Save The Children, FORMAPROD et des entreprises privées.

+ 500 000 jeunes nouvellement inscrits dans la liste électorale

+ 2700 jeunes bénéficiaires de nouvelles sources de revenus

430 jeunes dans l'emploi vert

CONTRIBUTION À LA LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA

En 2017, Madagascar a été intégré dans un projet régional du PNUD : « Associer les politiques à la programmation : renforcer l'environnement juridique et politique pour réduire le risque du VIH et améliorer la santé sexuelle et reproductive (SSR) des jeunes populations clés en Afrique Australe ». Ce projet est mis en œuvre par un consortium composé du PNUD, qui assure le volet environnement juridique de l'étude, AMSHeR (African Men for Sexual health and Rights), qui est en charge du volet communautaire, et HEARD (Health Economics and AIDS Research Department of the UKZN University) pour les aspects de recherche et de suivi et évaluation.

Le projet prendra fin en 2020 avec un financement du Ministère d'aide et de commerce du gouvernement hollandais.

Les objectifs sont de renforcer et d'améliorer :

- La capacité des gouvernements nationaux pour qu'ils créent un environnement juridique et stratégique relatif au VIH/DSSR qui respecte les droits des jeunes populations clés ;
- La capacité des organisations nationales et régionales de la société civile, y compris les groupes communautaires pour revendiquer leurs droits et plaider en faveur d'un environnement juridique et stratégique relatif au VIH/DSSR et d'une meilleure prestation de services VIH/SSR pour les jeunes populations clés ;
- La capacité et le leadership de la SADC pour appuyer les Etats membres à mettre en place et à créer un environnement juridique et stratégique qui respecte les droits des jeunes populations clés ;
- La connaissance et l'application des indicateurs liés aux droits humains et au VIH/DSSR et des étapes importantes pour les jeunes populations clés dans les cadres nationaux et régionaux.

Les populations cibles sont :

- Les hommes ayant des rapports sexuels avec les hommes
- Les consommateurs de drogue
- Les personnes en prison
- Les travailleurs de sexe
- Les LGBTI (Lesbiennes, Gays, Bisexuels, Transgenres et Intersexe)

PERSPECTIVES

FEUILLE DE ROUTE ODD

Le Rapport national de priorisation des ODD élaboré en 2017 est certes une étape essentielle de l'intégration des ODD dans le cadre de planification national, mais il ne clôt pas, loin de là, les chantiers liés aux ODD. Le travail important de sensibilisation et de dissémination des ODD auprès de toutes les parties prenantes devra continuer. L'enjeu est que les ODD soient au cœur des actions des principaux acteurs du développement du pays : secteur privé, Etat, administrations locales, OSCs, ONG, PTFs, etc. Il importe que toutes ces parties prenantes intègrent les 64 cibles des ODD priorisées dans leur cadre d'intervention pour le pays, et il convient de bien cibler les actions et de définir les politiques et stratégies les plus propices au développement du pays et qui traitent réellement des goulots d'étranglement des différents domaines.

Une amélioration indispensable du système statistique national est également une condition préalable pour assurer un suivi efficace de la mise en œuvre des ODD. A cet effet, l'évaluation de la disponibilité des statistiques à couvrir le suivi des ODD, à travers l'enquête de référence en 2018, sera un moment fort de définition de l'état actuel du pays dans nombre de domaines afin de fixer des horizons mesurables de l'effort de développement jusqu'en 2030.

L'intégration des politiques à travers le développement de l'intersectorialité figure également parmi les enjeux essentiels de la planification du développement à l'ère des ODD. De par leur nature interdépendante (pauvreté, sécurité alimentaire, emploi, inégalité, climat, santé,…), les ODD doivent être réalisés à travers des politiques intégrées.

L'intégration des politiques devra couvrir aussi bien la verticalité des différents niveaux de gouvernance (national,régional, local) que l'intégration horizontale entre les unités, départements et ministères à tous niveaux.

La mise en œuvre du PND (2015-2019) et de toutes futures stratégies nationales et politiques sectorielles doit répondre à cette exigence d'interventions publiques intégrées pour assurer l'exploitation de synergies identifiées par groupe de cibles des ODD, à travers la mise en place de cadre institutionnel cohérent, de structures présentant de la flexibilité et de l'horizontalité et une bonne coordination de tous les niveaux décisionnels.

Il a été reconnu à Addis Abeba que l'aide au développement ne saurait suffire au financement de l'Agenda 2030, la mobilisation des ressources domestiques doit être un des piliers fondamentaux du financement du développement dont la responsabilité incombe en premier à chaque pays. Madagascar doit ainsi explorer son potentiel fiscal pour mieux soutenir le financement de son développement à travers les ressources nationales afin d'asseoir des politiques publiques favorables aux plus démunis, autonomisant les femmes et élargissant les possibilités pour les individus de mener la vie qu'ils désirent. Par ailleurs, pour ne laisser personne de côté, les institutions se doivent d'être plus inclusives dans le développement de leur politique et la prestation de leurs services.

Ce sera un facteur clé de succès du nouvel

Agenda 2030. Et pour relever ce défi institutionnel, Madagascar aura à adapter ses capacités institutionnelles de manière concertée, pour comprendre les processus et contraintes qui influencent la mise en œuvre des ODD.

STRATÉGIE INTEGRÉE POUR LE SUD

Les déclins socio-économiques dans le Grand Sud de Madagascar sont dûs au cercle vicieux de la pauvreté caractérisée par une situation de précarité structurelle aggravée par :

- la fragilité de l'équilibre alimentaire;
- la rareté de l'eau;
- la démographie galopante;
- l'exploitation déséquilibrée des ressources naturelles (eau, sol);
- le déficit en capital humain et la détérioration des services sociaux de base;
- le poids des facteurs culturels dans la vie économique et le déséquilibre dans la répartition des activités économiques et des ressources;
- les mauvaises pratiques agricoles, les aléas climatiques et l'enclavement historique.

Afin de faire face à ces défis, le PNUD apporte au Ministère de l'Economie et du Plan son expertise en matière de relèvement et développement pour pallier le retard de croissance du Grand-Sud à travers l'élaboration d'une stratégie intégrée de développement des 3 régions du Grand Sud de Madagascar, à savoir la Région Anosy, la Région Androy et la Région Atsimo Andrefana.

Les cinq axes prioritaires privilégiés la SIDGS

Axe 1

Les infrastructures comme moteur d'une économie intégrée et locomotive du Grand-Sud : routes, Énergie, Eau

Axe 2

Diversification et accélération des filières porteuses : Agriculture, Élevage et Mines

Axe 3

Gouvernance, sécurité et culture

Axe 4

Capital humain : éducation, santé, nutrition, eau et assainissement, protection et assistance sociale

Axe 5

Préservation de l'environnement, réduction de l'impact du changement climatique et renforcement de la résilience aux risques de catastrophes.

A cet effet, le Grand-Sud a besoin d'une réappropriation des politiques de développement dans un cadre de planification renouvelé qui garantit le réengagement de l'Etat et des collectivités territoriales autour d'un projet de développement du Grand-Sud transcendant l'urgence humanitaire, le relèvement précoce et rendant durable la résilience.

Développer une Stratégie Intégrée de Développement du Grand-Sud (SIDGS) permet ainsi de définir un cadre de planification unique du développement du Grand-Sud, inscrit au sein du cadre national à travers son articulation au Plan National de Développement (PND) 2015-2019, et de fédérer toutes les initiatives envisagées ou en cours dans le Grand Sud autour de ce cadre de planification unique.

Les facteurs de développement identifiés dans le PND, comme le renforcement des institutions et de l'Etat de droit, la décentralisation, le développement du capital humain et naturel, seront mobilisés pour la relance économique et sociale du Grand Sud afin d'asseoir une croissance inclusive et partagée. L'enjeu essentiel sera d'arrimer l'inscription du Grand-Sud dans une trajectoire de développement au processus de croissance économique renaissante depuis 2014.

RESSOURCES

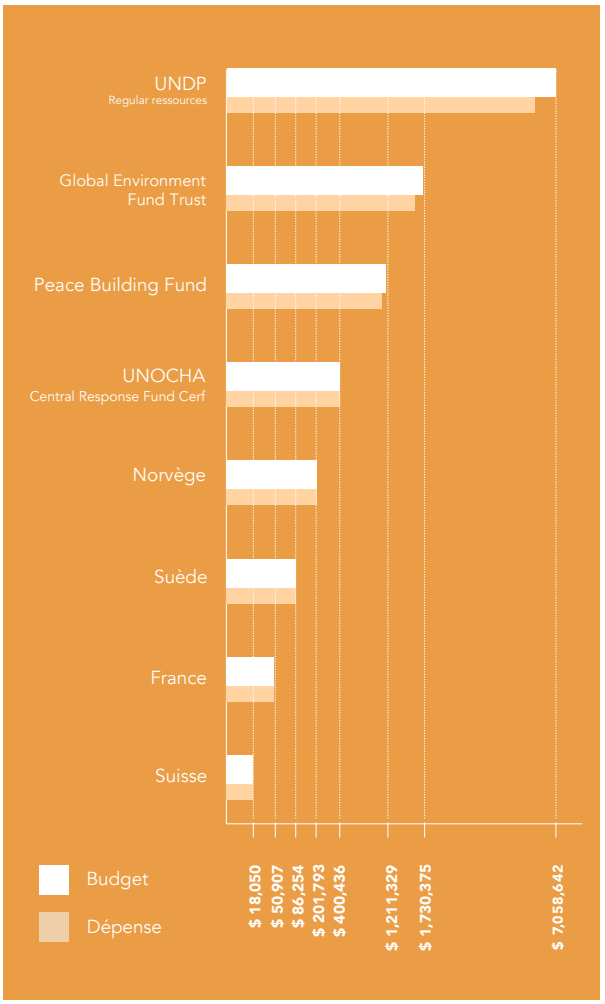
Durant la période de 2016-2017, une enveloppe de près de 21,5 millions de dollars, financée par les ressources régulières du PNUD et les ressources provenant des bailleurs de fonds, a été allouée au bureau pays et répartie entre les différents programmes pour atteindre les objectifs de développement fixés pour les deux années. Cette enveloppe comprend également les allocations budgétaires reçues par le bureau du PNUD Madagascar suite à la mobilisation de ressources auprès du Fonds Mondial pour l'Environnement (FEM) et du Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (PBF).

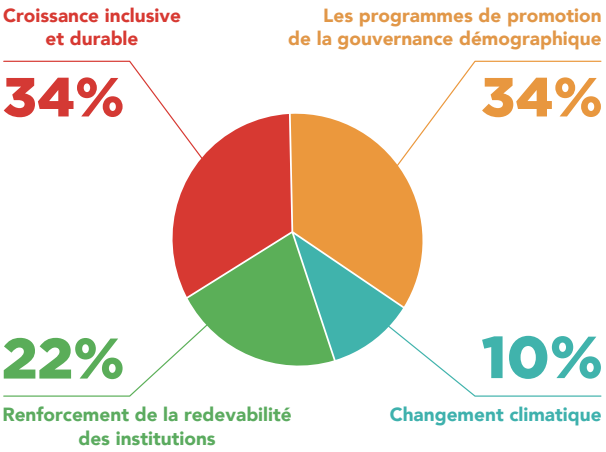
RÉPARTITION DES ALLOCATIONS FINANCIÈRES

Les contributions pour la croissance inclusive et durable constituent 34 % du budget du PNUD Madagascar. Les programmes de promotion de la gouvernance démocratique ont bénéficié de 34 % du budget, en plus des 22 % du budget qui ont été spécifiquement consacrés au renforcement de la redevabilité des institutions (responsive institutions). Les domaines du renforcement de la résilience face aux catastrophes et l'adaptation au changement climatique ainsi que de la prévention des crises et du relèvement précoce représentent 10 % du budget du PNUD.

En particulier, sur les fonds mobilisés auprès du Fonds pour l'Environnement Mondial, 4,3 millions de USD ont contribué à la mise en œuvre des projets environnementaux.

Par ailleurs, le budget alloué par le Fonds de la Consolidation de la Paix de près de 2,6 millions de USD, s'ajoute aux ressources régulières du PNUD.





L'IMPORTANCE DU FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX POUR LES PROGRAMMES DU PNUD ET POUR MADAGASCAR

Lors de la session ordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies du 25 septembre 2014, le Président de la République de Madagascar a effectué un plaidoyer pour que le pays soit éligible au Fonds pour la Consolidation de la Paix. De ce plaidoyer appuyé par le PNUD et le Système des Nations Unies, s'est suivi en 2015 l'approbation par le Secrétaire Général de l'ONU, auprès de l'UNOCHA, pour les fonds d'urgence, et d'autres partenaires bilatéraux comme, la Norvège, la France, la Suisse et le Japon l'octroi du financement du Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF) dans lequel ont été inscrits trois projets gérés par le PNUD et d'autres agences :

- Appui à la Réforme du Secteur de la Sécurité (ARSSAM) développé conjointement avec l'UNICEF, l'UNFPA, l'OHCDH et l'Organisation Internationale pour la Migration (OIM) : Appuyer le processus de Réforme du Secteur de la Sécurité à Madagascar, notamment l'élaboration d'une vision nationale de sécurité, le renforcement des compétences et capacités des Forces de Défense et de Sécurité (FDS), la consolidation des mécanismes de contrôle et la promotion de la confiance entre Forces de Sécurité et populations vulnérables ;
- Renforcement de l'Autorité de l'Etat dans le Sud (RAES) : Contribuer à la stabilisation et à la sécurisation du Sud de Madagascar en fournissant un soutien effectif de l'Etat malgache en matière de mise en œuvre de stratégies de sécurisation dans le Grand-Sud ; renforçant les capacités et la collaboration des corps des forces de sécurité présents sur le terrain ; et en soutenant le rapprochement entre la justice et les populations.

Institutions Démocratiques Intègres, Représentatives et Crédibles (IDIRC) avec l'UNESCO et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH) : Renforcer la confiance des citoyens envers les institutions publiques à travers un appui aux institutions de redevabilité et de lutte contre la corruption ainsi qu'à travers la création d'espaces de dialogue entre citoyens et élus et un meilleur accès à l'information.

Ces trois projets répondent au Plan Prioritaire pour la Consolidation de la Paix (PPCP) qui définit le cadre et axes d'intervention du Fonds dont les trois objectifs spécifiques définis pour Madagascar, sont :

- Le renforcement de l'Etat de Droit et la bonne gouvernance, y compris à travers la lutte contre la corruption,
- La Réforme du Secteur de la Sécurité,
- Le soutien holistique à la stabilisation du Sud de Madagascar.

Disclaimer :

Ce rapport couvre essentiellement la période du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2017. Tous les efforts nécessaires ont été déployés pour que les informations contenues dans cette publication soient correctes et non trompeuses. Toutefois, la possibilité d'erreurs ou d'omissions non intentionnelles ne peut être exclue. Toute utilisation des informations, en tout ou en partie, doit être accompagnée d'une mention du PNUD Madagascar en tant que source.

Pour toute demande, contactez : Programme des Nations Unies Immeuble des Nations Unies - Enceinte Galaxy – Andraharo - Route de Majunga – BP: 1348 101 – Antananarivo Madagascar – Téléphone : (261) 22 300 92/93/94 - E-mail: registry@undp.org – Facebook : @pnudmada Twitter : @Undpmadagascar

Supervision générale :

Violette KAKYOMYA
Coordonnateur résident du Système des Nations Unies
Représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) – Madagascar
Marie DIMOND - Représentant résident adjoint au Programme

Coordination :

Ramatoulaye MOUSSA MAZOU : Chargée de communication

Équipe de rédaction :

Abdou SALAME
Adamson RASOLOFO
Amélie VONINIRINA
Bakoly RAFANOHARANA
Claire RAHASINIRINA
El Hadji Ndji Mamadou FALL
Haniela RANDRIANJAFISON
Innocent NDUWAYO
Lalaina Pascal RAKOTOZANDRY
Lovanirina Joel RAVELOSON
Marcelle ANDRIAMIRADO
Olivier RAKOTONIRINA
Ony RASOLOARISON
Ravakasoa ANDRIAMAHOLY
Soarinosy Gladys RANALISOLOFO
Stéphanie DELGADO MARTIN
Verosoa RAHARIVELO
Willia RAKOTOMAVO

Équipe d'appui :

Nanou Fiankinana RABEMANANTSOA
Koloina Vonimanitra ANDRIAMANANA

Crédit photos :

Raj HASSANALY : Page de couverture – P 9 – 12 – 16 – 18 – 21 – 22 – 27 – 28 – 33 – 46 – 60 – 61 – 62 – 73
Ramatoulaye MOUSSA MAZOU : P 29 – 31 – 38 – 49 – 50 – 58 – 64
Hery RAZAFINDRALAMBO : P 37 – 62 – 67 – 78
CENI Madagascar : P 37
Carlos CRESPO : P 51 – 59
Deborah VEROMANATSOA : P48 - 49

Mise en page : Novo Comm Ogilvy

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AFD : Agence Française de Développement
AGR : Activités Génératrices de Revenu
ARMP : Autorité de Régulation des Marchés Publics
BIANCO : Bureau Indépendant Anti-Corruption
BIT : Bureau International du Travail
BNGRC : Bureau National de Gestion des Risques et Catastrophes
CAMM : Centre d'arbitrage et de médiation de Madagascar
CBI : Conférence des Bailleurs et des Investisseurs
CCI : Chambre de Commerce et d'Industrie
CDA : Conseil de Développement d'Andohatapenaka
CDMT : Cadre de Dépense à Moyen Terme
CENI : Commission Électorale Nationale Indépendante
CNFI : Coordination Nationale de la Finance Inclusive
CNFM : Conseil National des Femmes à Madagascar
CNPC : Conseil National de la Participation Citoyenne
CNPFDH : Confédération Nationale de Plateforme en Droit Humain
CNV : Coordination Nationale pour la promotion du Volontariat
COMESA : Common Market for Eastern and Southern Africa (Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe)
CPAP : Plan d'Action de Programme Pays
CPGU : Cellule de Prévention et Gestion des Urgences
CRS : Catholic Relief Services
CSI : Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité
CTD : Collectivités Territoriales Décentralisées
DUE : Délégation de l'Union Européenne
ECOSOC : Conseil économique et social
EDBM : Economic Development Board of Madagascar
EFM : Entreprendre au Féminin à Madagascar
EISA: Electoral Institute for Sustainable Democracy in Africa
FAO : Food and Agricultural Organization of the United Nations (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture)
FCCI : Fédération des Chambres de Commerce et de l'Industrie
FCRTM : Fédération des Communautés Royales Traditionnelles de Madagascar
FEC : Facilité Élargie de Crédit
FEM : Fonds pour l'Environnement Mondial
FES : Friedricht-Ebert-Stiftung
FIDA : Fonds International de Développement Agricole
FIVMPAMA : Fivondronan'ny Mpandraharaha Malagasy
FMI : Fonds Monétaire International
GDS : Groupe de Dialogue Stratégique
GEM : Groupement des Entreprises de Madagascar
GFEM : Groupement des Femmes Entrepreneurs de Madagascar
GIZ : Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Agence allemande de coopération internationale pour le développement)
GRC/RRC : Gestion des Risques et des Catastrophes/Réduction des Risques et des Catastrophes
IDH : Indice de Développement Humain
INSTAT : Institut National de la Statistique
IPC : Indice de Perception de la Corruption
ITBM: International Trade Board of Madagascar
JICA : Japan International Cooperation Agency
MAE : Ministère des Affaires Etrangères
MCRI : Ministère de la Communication et des Relations avec les Institutions
MEP : Ministère de l'Economie et du Plan
MFB : Ministère des Finances et du Budget
MID : Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
MRPA : Managed Resources Protected Areas (Réseau d'Aires Protégées de Ressources Gérées)
ODD : Objectifs de Développement Durable
OIF : Organisation Internationale de la Francophonie
ONG : Organisation Non Gouvernementale
ONTM : Office National du Tourisme de Madagascar
OSC : Organisations de la Société Civile
PAC : Pôles Anti-Corruption
PACARC : Projet Amélioration des Capacités d'Adaptation et de Résilience au Changement climatique
PADRC : Programme d'Appui à la Décentralisation et à la Résilience Communautaire
PDSPE : Projet Planification du Développement, Secteur Privé et Emploi
PFNOSCM : Plate-Forme Nationale des Organisations de la Société Civile
PFOI : Plateforme des Femmes en Politique de l'Océan Indien
PIB : Produit Intérieur Brut
PINGOS : Platform of International Non-Governmental Organizations
PND : Plan National de Développement
PRR : Plan de Relèvement et Résilience
PTF : Partenaires Techniques et Financiers
PVNU : Programme des Volontaires des Nations Unies
RALE : Révision Annuelle de la Liste Electorale
RNDH : Rapport National sur le Développement Humain
RSS : Réforme du Secteur de la Sécurité
SACEM : Soutien au Cycle Électoral de Madagascar
SAGE : Service d'Appui à la Gestion de l'Environnement
SAMIFIN : Service de renseignements financiers
SFCG : Search For Common Ground
SIM : Syndicat de l'Industrie de Madagascar
SNISE/SRISE : Système National Intégré de Suivi et Evaluation/Système Régional Intégré de Suivi et Evaluation
SNLCC : Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption
SOMAMI: Solombavam-bahoaka Mampihatra ny Miralenta
UA: Union Africaine
UNCDF: United Nations Capital Development Fund
UNDAF : United Nations Development Assistance Framework (Plan-cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement)
UNESCO : United Nations Educational, Scientifical and Cultural Organization (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture)
UNHABITAT: United Nations Human Settlements Programme
UNICEF : United Nations Children's Fund (Fonds des Nations Unies pour l'Enfance)
UNMDH : Union Nationale Malagasy des Droits de l'Homme
UPOPs : Polluants organiques persistants non-intentionnels
USAID : United States Agency for International Development
USD : Dollar américain
VIH/SIDA : Virus de l'Immunodéficience Humaine/ Syndrome d'Immunodéficience Acquise
VLMF : Vondrona Miralenta ho an'ny Fampandrosoana
VNU : Volontaires des Nations Unies
WHH: Welt Hunger Hilfe
WRF: Weather Research and Forecasting
WWF: World Wide Fund for Nature

novo-comm

PNUD

Au service
des peuples
et des nations

Copyright © 2018 - Programme des Nations Unies pour le Développement - Tous droits réservés.